

L'Ouvrier

L'Espoir

*

textes programmatiques

L'Ouvrier B.P. 64 - 94202 Ivry/Seine cedex
(3è trimestre 2000)

Table des matières

Une présentation de nos idées : page 5
(Octobre 1998)

Appel à nos amis et camarades : page 10
L'Ouvrier

La réunion de l'Espoir : page 15
(décembre 1998)

Une période de remise en cause : page 24
(mars 1998)

*Le problème de l'aristocratie ouvrière
et le mouvement révolutionnaire* : page 48
(extraits - décembre 1996)

*Adresse aux camarades travailleurs
africains et immigrés* : page 62
(août 1996)

*Une action syndicale
pour des idées d'avenir* : page 67
(Section SUD RAIL du dépôt SNCF de P.S.O. et des annexes - février 2000)

Une présentation de nos idées

(Octobre 1998)

Alors que chacun ressent de graves difficultés dans bien des aspects de la vie quotidienne, la société, la télé, les journaux, l'école, ne nous disent qu'une chose : nous avons de la chance de vivre dans ce système, car c'est le meilleur qui puisse exister.

Les folies catastrophiques de l'économie sont acceptées comme s'il s'agissait de phénomènes naturels sur lesquels on ne peut rien. Mais elles ne sont que le résultat de décisions d'individus en chair et en os, qui sont les propriétaires de capitaux, de fortunes devenues gigantesques.

Les conditions révoltantes qui sont faites à d'immenses populations du monde nous sont présentées comme des phénomènes eux aussi naturels, alors qu'elles sont le produit d'une exploitation, qui a commencé il y a 5 siècles, avec les colonisations, l'esclavage, et qui continue aujourd'hui par l'endettement, et profite aux capitalistes des pays riches.

Face aux injustices à l'intérieur du pays, on nous promet année après année qu'on va les aplanir, les diminuer, les réformer. Mais ces promesses ne servent qu'à faire élire des hommes politiques. Depuis trente ans, les inégalités s'aggravent dans tous les domaines.

Ce qui est aussi choquant, c'est que les moyens existent de supprimer les injustices. Mais à ceux qui veulent continuer le vieux combat contre l'oppression, on répond que c'est de l'utopie, et que ceux qui ont tenté de créer une autre société n'ont amené que des catastrophes.

*

Le premier mensonge est de dire que cette société va bien : derrière des apparences civilisées, démocratiques, et des progrès techniques incessants, son fonctionnement est malade.

La quantité des richesses produites en France augmente, vite et beaucoup. Les techniques modernes, le travail des hommes permettent non seulement de remplacer ce qui s'use mais d'accumuler bien plus vite qu'autrefois. Le paysan français produit aujourd'hui en une demi-journée de quoi nourrir un homme pendant un an. Donner à manger aux êtres humains est un problème complètement résolu sur le plan technique.

La fabrication d'une voiture ne demande plus qu'une vingtaine d'heures de travail. Son prix coûtant est donc de quelques milliers de francs. Mais ni la nourriture, ni les automobiles ne sont si bon marché. Ceux qui contrôlent l'économie, les patrons de grandes sociétés comme Danone, Renault, Elf ou Bouygues maintiennent les prix au niveau où ils étaient il y a un siècle.

On nous dit que nous avons la chance en France de connaître la démocratie. Mais ici, c'est l'économie qui connaît la dictature. Au point que gouvernements, de droite, de gauche ou de cohabitation ne peuvent que se mettre à genoux devant ses maîtres.

Si l'on partageait les richesses produites, si on partageait le travail disponible, l'humanité serait heureuse et libre. Sans les gâchis du système actuel, on pourrait travailler une heure ou deux par jour.

Mais c'est le chemin inverse qui est pris. La poignée de gros capitalistes qui dirigent chaque branche de l'économie imposent leur dictature sur les prix, qui sont dix fois, cent fois plus chers qu'ils ne valent. Tant pis si cela interdit à des parties entières de l'humanité de pouvoir s'acheter les biens les plus indispensables.

Aujourd'hui, 360 de ces plus gros propriétaires de la planète possèdent autant de richesses que la moitié de l'humanité réunie. On n'a jamais connu une telle concentration de puissance, de pouvoir, de fortune, et de folie.

La société est un tout. Des êtres humains inquiets, ou sans perspectives, voient leur comportement en subir les conséquences. La violence, les suicides, les divorces sont les produits de ce monde.

L'individualisme, à l'honneur dans la classe dirigeante, est imposé comme un modèle pour tous. Il réussit bien quand il s'agit de sélectionner les maîtres du monde, ou pour développer les affaires d'un petit-bourgeois qui veut vivre de ses propriétés. Mais il produit des dégâts humains considérables dans la vie quotidienne populaire.

*

Le deuxième mensonge est de laisser entendre que ceux qui dirigent le monde capitaliste ont laissé tranquillement sa chance aux tentatives qui ont pu être faites pour faire marcher le monde autrement. Ils ont fait la guerre, militairement, économiquement, sur le plan des idées, à chaque fois qu'une ville, un pays ou un peuple a voulu essayer un autre fonctionnement, plus juste, plus équitable et plus humain.

Leurs écoles effacent la mémoire de ces tentatives, comme l'a été la magnifique aventure humaine de la Commune de Paris, en 1871. Leurs historiens mentent en accusant de violence les ouvriers qui ont tenté de se libérer de l'exploitation capitaliste en Russie en 1917. La vérité est que les capitalistes du monde entier se sont associés pour leur faire la guerre.

Ils ont acheté, corrompu une partie du monde ouvrier, celle qui vit un peu mieux dans un pays riche comme la France, avec un privilège ou un autre. Et cette couche ouvrière privilégiée, elle aussi participe à la domination de la masse ouvrière, à commencer dans les luttes. Elle ne revendique pas l'espoir généreux en un changement global de société, elle ne fait que revendiquer pour des intérêts corporatistes au fond égoïste.

La presque totalité des organisations qui se réclament du passé socialiste, communiste, ou simplement syndicaliste, sont dénaturées, et sont devenues l'instrument de cette aristocratie ouvrière.

*

Notre groupe n'est pas seul à reprendre le flambeau de cet espoir. En France, et dans le monde, nous nous considérons partie prenante d'un même combat. Il a pris selon les périodes

de l'histoire les noms de La Sociale, La Commune, le Socialisme, le Communisme. Le communisme, à notre époque, n'a encore jamais existé.

L'histoire des peuples nous apprend qu'il n'y a pas toujours eu des riches et des pauvres. Cette affaire-là date de 6 000 ans, peu de chose à l'échelle des temps. Alors que le communisme, le vrai communisme, est une idée aussi vieille que l'humanité.

C'est depuis que le monde s'est divisé en riches et pauvres que sont apparus la police, l'armée, les tribunaux, les prisons. Toute cette machinerie d'Etat est devenue indispensable parce que les intérêts sont devenus opposés. Au lieu que tout le monde participe directement à la vie et aux décisions, on a inventé le système des élections, qui nous échappe et reste contrôlé par les puissants.

L'Etat met tout son zèle à faire croire qu'il est au service de tous. Il construit les agences de l'ANPE pour canaliser sagement les chômeurs, il invente le RMI pour cacher la misère. Mais il ne force pas les patrons à embaucher. L'Etat fait tout pour camoufler la division de la société : d'un côté, les travailleurs qui produisent, sans pouvoir de décision, de l'autre côté les gros propriétaires qui ont les vrais moyens de décider. L'Etat gomme l'existence même de l'adversaire aux yeux des opprimés, et espère ainsi faire disparaître le combat contre lui.

L'Etat parle de relations amicales avec les autres pays. Mais il est en concurrence avec les autres pays riches, et il partage avec eux une surexploitation silencieuse et terrible des pays pauvres.

Ce monde engendre la guerre, le danger fasciste, le danger de misère, le racisme et bien d'autres divisions qui ne profitent qu'aux possédants. Les peuples souffrent tellement ! Seuls des pays gouvernés par leur propre population pourront établir de véritables relations d'échange et d'entraide, au lieu de la course à l'exploitation actuelle.

*

Voilà nos idées. Elles méritent d'être partagées avec le plus grand nombre, et en urgence, avec ceux qui sont les premiers opprimés de cette société : les travailleurs à qui elle demande de ne faire marcher que les bras, et surtout pas la tête, car ils pourraient comprendre la place vitale qu'ils occupent, connaître l'histoire ouvrière porteuse d'avenir .

Les jeunes dont la société ne veut ni la générosité ni l'énergie, les femmes dont elle fait des inférieures, ont à prendre les premières places dans ce combat. Et même les intellectuels dont la seule perspective est d'être vendus pour servir l'ordre social , ou de s'opposer, y ont leur place.

Des femmes et des hommes s'empareront de ces idées, en feront le meilleur d'eux-mêmes . Et elles finiront par devenir une réalité lumineuse.

Appel à nos amis et camarades

L'Ouvrier

Tu es de ceux qui reçoivent et apprécient la parution de L'Ouvrier. Tu as pu toi aussi ressentir la différence qui ressort entre cette modeste feuille et le monde de la télé et des journaux.

En faisant mine de nous informer, leur presse, leur télévision, donnent en réalité un point de vue tout à fait calculé, fabriqué, pour nous maintenir écrasés. Ils insistent sur les points qui les arrangent, et escamotent ceux qui aideraient à y voir clair. Ils donnent le point de vue que les riches aimeraient mettre dans le crâne des pauvres.

Plus on les écoute, plus on les lit, et moins on trouve d'espoir possible. C'est que les riches eux, n'ont pas besoin d'espérer que cela change. Ils ont tout intérêt à ce que rien ne change. Nous pensons, nous, que l'humanité peut porter en elle l'espoir de changer ce monde. Et même qu'elle doit le porter. Il faut que ce monde accouche d'un monde meilleur parce que si tant d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent, c'est bien que quelque chose de fondamental ne va pas.

Les patrons, les gouvernants, sont des hommes comme nous, et ils ont aussi besoin d'espoir. mais leur espoir est individualiste, égoïste : ils ne visent qu'à être le premier, ou à prendre la place d'un autre. C'est pour se mener cette guerre perpétuelle qu'ils ont besoin de rester riches, forts et puissants. C'est fou, c'est un gâchis monstre, mais c'est leur loi : ils ne peuvent accepter de partager que des miettes ou des aumônes.

Mais si on partageait équitablement les produits du travail humain, avec les moyens actuels, avec les techniques modernes, et en mettant tout le monde au travail au lieu que ce soit le chômage forcé pour des millions de bras, il y aurait de quoi assurer un logement décent, une nourriture et des vêtements corrects, d'office à tous les hommes.

Pour nous, travailleurs, le seul espoir possible est dans les solutions collectives, solidaires. Nous n'avons pas leur fortune, pas leurs capitaux. mais nous sommes plus généreux qu'eux. Ceux qui font des bonnes oeuvres l'ont d'ailleurs compris.

Mais les restos du coeur ne peuvent pas non plus être une solution éternelle ! La charité est tout de même une gifle à la dignité.

Une feuille comme L'Ouvrier ne fait qu'exprimer des idées. Mais ces idées peuvent être un outil qui nous rend plus dignes, plus forts. Tous ceux qui ont découvert ces idées ont éprouvé ce sentiment nouveau.

On nous demande souvent : "Mais comment faites-vous donc pour trouver ce que vous dites, ces chiffres, ces preuves, ces idées ?" Les idées que nous défendons dans L'Ouvrier sont un bien précieux parce qu'elles ont commencé à apparaître il y a maintenant 150 ans. Elles sont apparues en France, en Angleterre, en Allemagne, là où sont apparus les premiers ouvriers, les premières usines, les premières luttes ouvrières aussi.

Elles représentent des vies entières, consacrées par des milliers et des milliers de petites gens qui ont choisi de les adopter, de les défendre face à celles de nos adversaires, et de les propager aux autres travailleurs qui en ont tant besoin.

Il y a des livres entiers, des bibliothèques qui gardent ces traces. Car il est impossible d'écrire l'histoire en oubliant totalement les gens. Au moins autant que les grands hommes, ce sont les populations, même maintenues dans la pauvreté, qui ont fait les guerres, les révolutions, qui ont sué sang et eau pour travailler, produire, construire et reconstruire. Mais ces livres et ces bibliothèques, on en a fait des domaines réservés pour spécialistes.

Notre camp ouvrier a eu, lui aussi ses grands noms. C'est Marx, Lénine, et Trotsky, dont nous nous revendiquons. Ils avaient certes des capacités exceptionnelles, car le monde bourgeois sait fabriquer de tels hommes par dizaines.

Mais la vraie grandeur des nôtres est qu'ils ont su rompre avec le milieu bourgeois dont ils étaient sortis, et qu'ils sont restés fidèles jusqu'au bout à la cause ouvrière. Un seul a exercé le pouvoir, c'est Lénine. Il a surpris tous ceux qui l'ont connu, car loin d'aimer le pouvoir, il n'a cherché qu'à le partager avec les plus nombreux et les plus simples, les travailleurs. Loin d'en faire un instrument pour maintenir des privilèges, il voulait en faire un outil pour enlever la puissance de l'argent aux plus gros des capitalistes, dans le but d'aller vers un monde plus juste et plus égal.

Les grands noms sont restés, mais avec eux, proches d'eux, il y avait des milliers de travailleurs, de prolétaires, d'anonymes, qui ont rendu vivant l'espoir d'un changement social d'abord dans le monde ouvrier, dans l'atelier, dans le syndicat, dans le quartier. Cet espoir a pris selon les périodes les noms de La Sociale, La Commune, le Socialisme, le Communisme. Le monde ouvrier a livré ses premières batailles contre l'ordre en place, sous la Commune de Paris en 1871, durant la révolution ouvrière russe fin 1917.

Cette bataille n'a pas encore été gagnée. Certains de nos adversaires se sont même affublés de ces noms-là. Et bien des méfiances des travailleurs viennent de là.

Il existe dans ce pays, et ailleurs aussi, des groupes honnêtes qui partagent nos idées. L'Ouvrier n'est pas seul, parce que l'exploitation et l'injustice sont partout. Mais aujourd'hui, nous en sommes à devoir mener un travail de taupe, invisible.

Un jour, un camarade a fait le geste de te proposer L'Ouvrier. Ce geste, tu peux le faire à ton tour, si tu veux qu'il puisse se propager plus loin de ton côté.

Nous avons tous au moins quelqu'un parmi nos proches, au travail, mais aussi parmi les amis, la famille ou des voisins, avec qui nous pouvons faire ce premier pas. Chaque travailleur, seul, ne peut que se sentir écrasé, s'il ne s'approprie pas l'héritage de ces idées.

Bien sûr, il faut savoir qu'on prend un risque. Les patrons ne tolèrent pas que nous fassions de la politique. Mais il y a moyen d'être plus malins qu'eux. De forger autour de nous des liens de confiance et de camaraderie, en faisant connaître notre volonté de voir un jour naître une société libre et fraternelle.

Nous te proposons aussi de pouvoir nous aider à renforcer nos moyens, en soutenant L'Ouvrier financièrement. Nous avons pensé qu'une base peut être prise en comptant 10 F par mois (*chiffre passé à 20F début 2000*). Nous ferions bon usage de ton argent, mais nous y verrons d'abord le témoignage du sérieux de ton attachement.

Ce sont des pas nouveaux que nous te proposons de faire, et nous savons qu'on hésite toujours dans ces cas-là. Mais toute notre vie, nous marchions au pas pour d'autres : nous marchons au pas des patrons au travail ; on nous fait marcher au pas pour payer des impôts à l'Etat qui les sert. Ces pas-là, nous n'avons pas le choix, il faut les faire, à contre-cœur.

On a beau vivre en France dans une démocratie, la presse en place ne défend jamais notre point de vue ouvrier. D'ailleurs, c'est simple, à les lire, à les entendre, nous n'existons pas. Ils s'épanchent sur les problèmes des artistes, des médecins ou des commerçants, bref de ceux qui possèdent quelque chose. Ils plaignent les grands banquiers, les grands patrons quand ils se font pincer à ne pas respecter la loi, alors que ces gens-là vivent tout de même du travail des autres.

Nous ne possédons nous, qu'un salaire fait pour être usé à la fin du mois. Il nous revient de nous prendre en mains, de ne pas nous laisser assommer par la vie épuisante qu'ils voudraient nous imposer. Nous manquons de culture, mais nous pouvons comprendre et maîtriser ce monde bien mieux que ces gens aveuglés par des intérêts égoïstes, et bien incapables de les contrôler.

Nos premiers pas seront forcément petits. Que des travailleurs cessent de croire que les solutions viendront d'en haut, et qu'ils se mettent à croire en eux-mêmes, c'est cela qui est grand de possibilités.

La réunion de l'Espoir

*introduction au débat
(décembre 1998)*

Chers amis, chers camarades, que vous soyez membres, abonnés ou sympathisants de l'Espoir, tout d'abord, merci d'être venus, pour fêter l'Espoir, mais aussi pour en parler ensemble. C'est un petit geste que de venir à une occasion comme celle-là. Mais il a son importance. Ce que nous construisons est une somme de petits gestes.

L'Espoir a aujourd'hui deux ans. Une partie d'entre nous l'ont connu au début, à sa naissance. Puis d'autres l'ont connu plus tard. Mais vous savez, on peut dire aussi que tous, nous sommes en train de faire naître l'Espoir. Car nous souhaitons qu'il grandisse bien plus encore.

Le camarade qui a présenté le premier débat a déjà dit comment l'idée de l'Espoir est apparue. Je veux juste souligner une nouvelle fois qu'il y a au départ la confiance que nous avons faite dans des gens comme vous et moi, et en particulier dans les travailleurs les plus exploités. C'est cette confiance qui s'est révélée efficace.

Nous avons tablé sur la générosité et la capacité à faire quelque chose pour des gens qui n'avaient jamais milité de leur vie. C'est ce qui a construit l'Espoir : la générosité du temps donné, la générosité des idées qu'on a envie de faire partager.

Nous avons eu la preuve que si peu de choses se font pour changer le monde, ce n'est pas vrai que c'est la faute des gens qui ne veulent rien faire, comme on l'entend très souvent. Nous, nous avons proposé à des gens qui ne sont ni des habitués des syndicats, ni des habitués des organisations politiques.

Par contre, nous leur avons dit qu'il était nécessaire de s'y mettre. Et nous leur avons dit qu'il ne fallait justement plus compter sur tous ceux qu'on voit et qu'on entend partout comme les spécialistes, les professionnels de la politique, et des idées.

Et c'est cet appel qui a été entendu largement, comparé à notre petite existence. Bien sûr, nous avons aussi proposé des moyens à la portée de tous, comme la distribution dans les boîtes aux lettres des cités.

En clair, nous avons décidé de faire confiance aux gens simples, au monde du travail, aux exploités, pour reprendre entre leurs mains le flambeau de l'espoir en un changement de la société.

Il y a dans ce pays des milliers de militants qui pourraient en faire autant. Dans les syndicats, les associations, les partis politiques. Seulement, ces gens-là n'ont pas la même

manière de voir que nous. La plupart de ces organisations ne parlent pas de changer la société. Au contraire, leur programme, c'est de jouer un rôle dans cette société, telle qu'elle est.

Ils reconnaissent comme nous que bien des choses vont mal. Mais ils prétendent que cela pourrait se régler s'ils pouvaient, eux, s'en occuper.

Nous autres, à l'Ouvrier et à l'Espoir, faisons partie d'un courant qui n'a jamais cru à un changement si on ne change pas les bases de la société d'abord. C'est pour cela que nous ne croyons pas que les choses puissent changer par des élections.

Nous croyons que la société toute entière peut et doit changer. Qu'on ne peut pas l'améliorer petit bout par petit bout. Parce que les forces conservatrices, les forces qui ont intérêt à ne rien changer sont bien établies et très efficaces.

C'est un peu comme si la société actuelle avait comme moteur une machine à vapeur. Et que l'on veuille, par des réformes, tout doucement, la transformer en un moteur électrique, moderne, propre, économique.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que ce ne sera pas rien de vouloir changer la société. Qu'il y aura bien des embûches et bien des adversaires.

Une des idées à la base de notre programme, une décision indispensable à notre avis pour nous donner les moyens d'un vrai changement, c'est de supprimer la propriété capitaliste, celle des très gros patrons, des grandes entreprises, et de la mettre sous le contrôle direct des travailleurs tous unis.

Evidemment, ça paraît difficile, et c'est difficile. Mais le fait que ces gens-là soient propriétaires d'usines gigantesques, que dis-je de dizaines d'usines gigantesques à travers le monde, eh bien aujourd'hui, c'est criminel.

Un exemple : aujourd'hui, la plus grosse part des dépenses de tous les Etats sert à acheter et à fabriquer des armes. Ils dépensent pour cela 10 millions de francs par minute, 60 minutes par heure, 24 heures sur 24, et 365 jours par an.

10 millions de francs par minute qui partent en fumée, soit pour mener des guerres dégueulasses, soit tout simplement pour que les fabricants de bombes et de missiles s'enrichissent, puisque ce sont leurs copains à la tête des Etats qui leur passent les commandes.

Thomson, par exemple. Tout le monde connaît la marque de téléviseurs. Mais ses plus gros bénéficiaires, Thomson les fait avec ses missiles, bourrés d'électronique.

10 millions de francs par minute pour les armements sur la planète. A ce rythme-là, il suffirait de 5 jours, je dis bien cinq jours de cette dépense annuelle, pour trouver l'argent qui permettrait de donner nourriture et santé correcte à tous les pauvres de la planète (*13 milliards de dollars, selon un organisme de l'ONU*).

Mais ces cinq jours à économiser, et à en faire de la nourriture d'urgence, de la santé d'urgence, pour tous ceux qui en ont besoin, eh bien ces 5 jours, les dirigeants capitalistes ne les donnent pas, ne les donneront jamais.

Parce que ça ne leur rapporte rien ou presque de vendre aux pauvres. Alors qu'ils font des bénéfices énormes en vendant aux Etats. Et que les Etats n'ont qu'à prendre dans nos poches, avec les impôts de toutes sortes, pour les payer, eux ou les banquiers qui font des affaires avec eux.

Voilà la vérité du système économique actuel dans le monde.

Alors, quand on sait tout cela, c'est un devoir de vouloir changer les choses. Même si c'est difficile, même si on ne voit pas bien comment faire.

Que l'on prenne le problème du chômage, ou celui de la misère et de la pauvreté, ou celui de la faim dans le monde, on se rend vite compte que tout cela pourrait changer vite, car les moyens matériels existent. Les techniques existent, les richesses existent. Mais rien ne peut être fait à cause du pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire des gros propriétaires et des capitalistes.

Alors, nous ne savons pas très bien comment on résoudra le problème, mais nous sommes profondément démocratiques. Nous croyons que si l'idée qu'il faut changer ce fonctionnement s'empare vraiment, largement, de la population, alors, il sera possible de trouver la voie la meilleure, la plus efficace.

Et notre idée, à l'Espoir, c'est de faire renaître cette idée d'abord et avant tout parmi la population la plus exploitée. D'abord, parce que c'est elle qui aurait besoin d'urgence d'un changement. Mais il y a une autre raison, que peu de monde dit. Et je voudrais en dire deux mots.

Vous savez, ce que nous disons à l'Ouvrier, à l'Espoir, les chiffres que nous donnons, et surtout l'idée qu'il faut changer le monde, il y a beaucoup de monde dans un pays comme la France qui connaît bien tout cela.

Il y a d'abord les bourgeois eux-mêmes. Dans les grandes écoles, ils étudient Marx, ils étudient les révolutions ouvrières. Ils étudient la Commune de Paris, la révolution russe de 1917. Mais ils évitent d'en parler à nos enfants à l'école, ou alors d'une manière qui ne risque pas de les attirer. C'est normal, ce sont nos adversaires.

Mais il y a aussi des milliers de militants, dans les partis comme le Parti communiste, le Parti socialiste, dans les syndicats, qui connaissent tout cela, qui ont toute une culture.

Qu'est-ce qu'on constate ? Avez-vous jamais entendu ces partis, ces syndicats s'adresser aux ouvriers, à la population, pour leur apprendre leur propre histoire, celle de leurs luttes, et en tirer les leçons inestimables ? Non.

Les uns sont démoralisés. Mais c'est parce qu'ils avaient, dans les années 70, passé toute leur énergie à promettre le changement par les élections, et dans l'arrivée de la gauche au gouvernement. 1981 est arrivé, la gauche est arrivée au gouvernement, et le règne des capitalistes a continué de plus belle.

Une partie de ces militants s'étaient honnêtement trompés, ou ont été trompés par leur direction. Mais il faut dire aussi qu'il y a, dans ce pays riche qu'est la France, toute une partie de la population, qui ne veut pas entendre parler de changer la société.

Je ne parle pas des grands bourgeois ; pour eux c'est évident. Et c'est vrai aussi pour les milliers de boutiquiers, de cafetiers, commerçants et autres petits-bourgeois. Mais c'est vrai aussi d'une partie de la population des usines.

Le monde du travail est coupé en deux. D'un côté, les grosses entreprises, dirigées par l'Etat ou les plus gros patrons, les plus riches. Là, il y a un minimum de protections, de droits, et les syndicats existent. Et d'un autre côté, tout un monde de boîtes plus petites, sous-traitantes des autres, où l'exploitation est plus dure, mais aussi plus cachée. Et là, la condition ouvrière recule vers ce qu'elle pouvait être au 19^e siècle. Et il n'est pas question de syndicat.

Dans les boîtes où ils existent, la plupart des syndicalistes ne parlent pas de changer le monde, ne rappellent pas l'histoire et les espoirs d'une libération ouvrière. Ils se contentent de réclamer une amélioration ici ou là, pour leur corporation.

Et toute une couche ouvrière relativement privilégiée se satisfait de cette manière de lutter, égoïste, à la petite semaine. Le système capitaliste leur a offert une petite place privilégiée, par le salaire, par la stabilité de l'emploi, ou par de bonnes conditions de travail.

Et ils ne veulent pas voir qu'à côté d'eux, toute une autre partie de la population ouvrière vit mal, et souffre. Au lieu d'espérer tout changer, ils espèrent s'en sortir mieux que les autres. Ils ne voient pas qu'ils sont manipulés par les patrons, et que c'est eux qui décident de mieux les traiter, pour tous nous diviser.

C'est pour cela que je crois à un avenir qui viendra de la prise de conscience par la partie la plus exploitée de la population ouvrière. C'est-à-dire surtout les travailleurs précaires, les jeunes, les femmes, les immigrés, et tous ceux qui sont peu qualifiés, ou directement à la production.

Bien entendu, il existe des gens généreux partout. Et je suis heureuse quand je rencontre quelqu'un, quelque soit son milieu, même s'il est privilégié, s'il est sincère et dévoué et s'il décide de rejoindre nos idées.

Mais je suis persuadée que les idées qui sont les nôtres, celles du vrai socialisme et du vrai communisme, sont des idées d'abord faites pour les exploités.

Notre programme, à l'Ouvrier et à l'Espoir, c'est de faire l'effort de faire connaître ces idées dans cette partie-là de la population ouvrière. Car cet effort n'a jamais été vraiment fait. Ce sont toujours les autres catégories qu'on nous montre dans les luttes. Et ce n'est pas pour rien que ces luttes ne remettent pas en cause la société.

C'est seulement lorsque des luttes se sont généralisées aux travailleurs les plus exploités que l'espoir d'un vrai changement social est apparu. Voilà pourquoi nous devons préparer l'avenir. Des luttes, il y en aura. Comme il y a eu décembre 1995, pour ne parler que de la dernière d'importance.

Ce que nous souhaitons, c'est qu'enfin une lutte de cette ampleur soit dirigée par les catégories les plus opprimées. Et que ce jour-là, l'idée qu'il faut et qu'on peut changer la société elle-même serve de boussole au mouvement tout entier.

Voilà pourquoi nous choisissons d'aller distribuer l'Espoir dans les cités les plus tristes, les plus pauvres. Voilà pourquoi nous nous efforçons de trouver les moyens de faire connaître l'Ouvrier en priorité dans les entreprises où il n'y a rien, ni syndicat, ni militant.

Pour bien des gens à qui nous avons fait découvrir les idées de l'Espoir, il faut dire que c'était aussi l'occasion, depuis des années, de se remettre à lire. Si dans les grosses boîtes, on est inondés de tracts syndicaux, ailleurs, on n'a l'occasion de rien lire, et on a fini par perdre l'habitude de lire.

Là où nous sommes, un papier comme l'Espoir ou l'Ouvrier, c'est la seule chose que lisent une partie des gens. Et cet effort, ce goût de la lecture retrouvé pour nous lire, nous en sommes doublement fiers. Et les gens qui nous lisent en sont fiers aussi.

Alors, quel bilan pouvons-nous donner ? C'est une habitude aujourd'hui que de tout comptabiliser, de juger avec des nombres.

Alors, je peux dire que nous avons été 80 à participer aux diffusions du dernier numéro de l'Espoir dont la diffusion a été complètement achevée, celui sur "L'eau et les requins qui possèdent le pays". Et cela nous a permis de distribuer 36 000 exemplaires. Nous avons ainsi pu toucher environ 73 quartiers différents, et ce dans un total de 43 communes.

Je peux vous dire aussi que, suite aux appels récents que vous connaissez, nous avons eu des réponses qui font que nous sommes à ce jour au total 65 membres de l'Espoir. Et nous avons en outre une dizaine d'abonnés. Et une quinzaine d'autres personnes nous ont encouragés par des soutiens financiers.

Bien sûr, nous espérons avancer encore. Cet appel est toujours valable, et chacun peut le reprendre à son compte.

Un grand nombre de gens, des travailleurs, des chômeurs, hésitent, se méfient devant le geste de confiance que représente le fait de se déclarer par exemple membre de l'Espoir, ou même abonné. Ces gens-là, nous devons patiemment les gagner, les décider. Des années de déceptions, de mensonges, expliquent leur attitude. C'est à nous tous de les convaincre.

Ce qui nous rend profondément optimistes, c'est qu'il y a plus de monde pour faire le travail, pour répandre les idées, que pour soutenir financièrement, et se déclarer membre. L'important, c'est effectivement ce travail. Car c'est lui qui fera reculer les idées pourries des Le Pen, et bien d'autres. Logiquement, la confiance viendra ensuite.

Pour conclure, je veux dire qu'il y a aussi des choses qui ne se chiffrent pas. Le côté populaire de la fête qui nous réunit ce soir. Le fait que des jeunes, des camarades d'origine immigrée, des femmes, nous rejoignent. Ou bien encore, la fierté en soi et dans le monde ouvrier, qui renaît sur les visages.

Une période de remise en cause

(mars 1998)

Il y a des moments où les questions qui se posent à nous, révolutionnaires, sont plus nombreuses, s'accumulent plus vite, que les réponses. La vie est ainsi faite : il n'y a aucune raison pour que les réponses arrivent exactement au rythme où se posent les questions. Pour les camarades qui se souviennent de la dernière journée de notre stage sciences, cela se pose notamment lorsque nous commençons à entrer dans une période où l'ancien paradigme se révèle dépassé, et où les éléments de mise en place, encore peu conscients, d'un nouveau paradigme, cherchent à trouver leur place, et ont besoin pour cela d'ébranler l'ancien socle, dont l'âge et l'ancienneté obligent à affiner les coups de butoir, à préciser les angles d'attaque pour les idées nouvelles.

Je ne sais pas trop où nous en sommes de ce processus, et encore moins la durée qu'il va devoir prendre. Mais je pense personnellement que nous sommes bel et bien entrés dans un tel processus. Et que c'est un phénomène qui touche l'ensemble du mouvement révolutionnaire de ce pays, et je le suppose par pure logique, sans avoir le moyen de le vérifier, de manière plus large encore.

La réaction d'enfermement dans une coquille de Lutte Ouvrière s'inscrit, de ce point de vue, elle aussi dans ce processus : face aux mouvements de fond qui poussent à revoir l'ancienne vision, l'organisation s'enferme, et décide d'une part qu'il n'y a rien à revoir, d'autre part qu'elle ne doit pas se confronter aux autres dans une telle période.

Nous pourrions, nous aussi, avoir la même réaction, et ce à tout moment de notre évolution. Ce n'est pas parce que nous avons fait un pas, ou deux, ou trois, ou plus dans le sens de l'ouverture vers une voie nouvelle, que l'inertie des forces du passé ne joue pas sur nous aussi, et ne risque pas de nous arrêter, à notre tour, de nous figer à un moment quelconque de notre évolution. Cela nous arriverait que nous n'aurions pas à rougir. Notre vie individuelle, y compris notre vie individuelle de petit groupe, n'est rien. Elle s'inscrit dans un mouvement de fond qui nous dépasse. Cette société voit ses contradictions atteindre une ampleur dramatique, catastrophique, et à côté de cela les solutions du passé se sont avérées inefficaces. Il est inévitable que les contradictions matérielles, sociales, aboutissent à ce qu'une nouvelle génération d'êtres humains cherche des voies nouvelles pour tenter de résoudre les problèmes.

LA FIN DE LA REVOLUTION RUSSE

Les plus vieilles générations ont fait leur devoir : elles se sont battu bec et ongle pour préserver ce qui a été fait dans le passé, et dieu ou plutôt les travailleurs conscients savent s'il a été glorieux. Il y avait de quoi vouloir le préserver, en être fier, en faire un bastion, et un exemple. Vouloir que la flamme qui avait pris ici reprenne ailleurs.

Aujourd'hui, la flamme de la révolution russe -et des révolutions qu'elle a engendrées- est éteinte. On peut discuter à perte de vue pour savoir depuis quand elle l'est, si elle ne l'a pas été depuis 1939, ou 1956, ou que sais-je ? Pour moi, aujourd'hui, elle est éteinte, et une date certaine maintenant, c'est l'arrivée d'Eltsine au pouvoir.

On pourra, comme fait Lutte Ouvrière, discuter des années encore pour analyser les particularités de la situation en Russie et en quoi le passé révolutionnaire et les bases économiques de l'Etat ouvrier jouent encore aujourd'hui sur la manière dont cette société et cette économie évoluent vers le capitalisme, d'une manière bien particulière. mais discuter de cela n'a plus rien à voir avec défendre un quelconque acquis.

Nous sommes donc un petit groupe parmi des dizaines d'autres qui cherchent. Il faut bien voir que chacun ne peut chercher que ce qui lui est à une relative portée de main. la recherche d'une nouvelle voie obéit à des principes que nous avons bien du mal à comprendre, qui nous dominent et que nous ne dominerons que lorsque la voie nouvelle sera enfin ouverte, largement, de manière efficace et sûre, avec de premiers résultats.

La recherche d'une nouvelle voie nécessite aussi une bonne connaissance et une bonne maîtrise de l'ancienne manière de voir. Ce ne sont pas des gens vierges politiquement qui peuvent avancer sur la voie de la connaissance sociale. Il faut avoir assimilé l'essentiel de ce que nous ont légués les anciens. Et d'ailleurs, la règle est que 90% de ces acquis-là s'avèrent valables, réutilisables, conservés, et toujours glorieux.

Mais pas conservés à la manière de LO, qui écrit et réécrit presque rigoureusement la même chose depuis des années, qui ne cherche pas à examiner en quoi la réalité change ou pas, et donc encore moins si la théorie ne devrait pas être revue. Bien des choses seront conservées, mais aucune avec le point de vue qui prédomine aujourd'hui.

Et pour oser changer la manière de voir, il faut de l'audace, qualité de la jeunesse. C'est aux jeunes donc d'assimiler au plus vite les acquis du passé, et d'oser le remettre en cause, de manière correcte et responsable, pour tenter d'édifier une vision nouvelle, aujourd'hui devenue indispensable.

NOTRE GROUPE ET LA DECOUVERTE DU PROBLEME DE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE

(...) Nous avons appris, vérifié, qu'effectivement, existait là, en secret, dans les profondeurs de la population ouvrière, de véritables richesses : la possibilité de faire des travailleurs conscients, solidaires ; la possibilité de faire des militants et des cadres militants pour des organisations révolutionnaires ; enfin la possibilité de faire de ces travailleurs, dans les mouvements qui sont les leurs, des cadres à même de contrôler leur mouvement.

Nous avons souvent dit ou écrit que ces travailleurs pouvaient être les dirigeants de leur mouvement. C'est un abus de langage, et une tromperie à terme. La direction des mouvements nécessite de bénéficier de tout le capital tactique et stratégique des luttes passées : il est impossible à des travailleurs n'ayant pas toute cette culture de "diriger" de manière victorieuse, leur mouvement. Il y faut des femmes et des hommes ayant ce capital, et étant exercés à l'utiliser dans un certain nombre de conflits.

Mais ce qui est possible, et ce qui est nécessaire pour préparer la voie à l'émancipation sociale, c'est qu'un grand nombre de ces travailleurs, qui s'éveillent à la politique, à la vie humaine responsable, s'associent pleinement aux éléments de direction préexistants. C'est dans ce sens que je préfère ici parler de cadres, plutôt que de dirigeants. Parmi ces travailleurs, certains seront effectivement capables de se hisser assez vite au niveau de responsabilités effectives dirigeantes, mais cela est bien improbable sans une direction constituée de longue date.

Dans le jargon hérité de Lutte Ouvrière, tout ceci était codifié sous les termes de "travail liaison", ou de "comité de grève". Mais derrière les mots, l'important était l'idée, et la conviction liée à cette idée ne pouvait s'affermir, s'entretenir, se développer, et grandir qu'à la force du poignet, et que sur la base d'une activité et d'un minimum de réussite. Avec un peu de chance et beaucoup de volonté et de travail, nous avons su faire vivre tout ceci. C'est de là que vient notre conviction, profondément enracinée maintenant, que les mots de Lénine n'étaient pas une simple formule, mais correspondaient, pour les militants de son époque, à une expérience qui devait être mille fois, un million de fois encore plus riche et plus révélatrice.

Nous sommes entourés de courants révolutionnaires qui font l'inverse, d'une manière ou d'une autre : ils s'adressent à des gens déjà conscients, déjà convaincus, aux "sommets" donc de la classe ouvrière. paradoxalement, Lutte Ouvrière est à classer avec ces courants.

L'ARISTOCRATIE OUVRIERE VUE PAR LES AUTRES GROUPES

Si nous trouvons d'autres groupes qui tentent eux aussi de tirer toutes les conclusions théoriques et pratiques de ce problème, ce sera tant mieux, car on avance mieux à deux ou à plusieurs que seul. Mais pour l'heure, je ne considère pas que ce soit le cas (...)

Nous sommes donc relativement seuls. mais relativement seulement. Car il nous est possible de toucher individuellement certains militants, notamment dans les groupes qui ont ce langage, mais peut-être pas seulement. Ce qui me semble possible, c'est de toucher, de concerner, des militants, individuellement dans un premier temps.

Il est de la plus haute importance que nous n'entretenions pas notre solitude. Mais il est aussi de la plus haute importance que nous soyons conscients que si nous ne persévérons pas à prendre en charge ce problème comme nous le faisons maintenant depuis un an ou deux, personne ne le fera à notre place.

Cela signifie qu'il nous faut renforcer notre axe de travail concret en fonction de, nos analyses sur ce problème, mais aussi que nous devons accélérer nos efforts de réflexions sur le plan théorique. Or, depuis un an ou deux, si nous avons réussi à trouver autour de nous un certain nombre de contributions, toujours intéressantes, sur ce problème, elles proviennent toutes de groupes et d'organisations autres que nous mêmes.

Pourquoi nos camarades ne s'essayaient-ils pas à mettre noir sur blanc leurs idées, leurs interrogations, leurs observations ? Chacun à son niveau devrait s'acheminer vers cet effort, si nous voulons qu'il soit bien celui de tout le groupe.

L'ARISTOCRATIE OUVRIERE,
ET BIEN D'AUTRES PROBLEMES A REPENSER

Ce problème n'est pas le seul. Encore une fois, c'est l'ensemble de nos conceptions qui sont à revoir, à replacer, à ré-ordonner. L'un d'entre eux nous est posé de manière hostile, mais nous est posé aussi par l'actualité, c'est celui de la Révolution russe et de sa fin. Si le Livre Noir du communisme fait date, c'est plus parce qu'il est publié maintenant, que par ce qu'il dit, qui n'est en réalité pas nouveau.

J'ai trouvé personnellement un article dans Carré Rouge n°6 qui a le mérite de tenter de poser ce problème-là d'une manière qui me semble correcte. (Redécouvrir les enseignements de la Révolution d'Octobre, J.P. Divès ; Carré Rouge n°6, octobre 1997).

Je ne sais pas si nous saurons créer dans notre groupe les qualités permettant de faire avancer de notre côté cet aspect de la discussion. En tout cas, nous devons au moins suivre celle-ci, conserver, à mon avis, l'esprit ouvert sur ce terrain également. Or il faut bien dire qu'une petite tentative dans ce sens de notre part s'est soldé pas un échec. L'idée même de devoir réexaminer la révolution d'Octobre nous est encore étrangère. la première réaction des camarades est, encore et toujours, de la défendre, de la protéger, de la conserver : pas touche à ma révolution !

Cette révolution est éteinte. Plus personne ne peut y toucher. C'est la première fois qu'une révolution a eu à être défendue, physiquement, durablement, si longtemps. En 1848, en 1871, par exemple, la répression, l'effondrement de la révolution et la victoire totale de la réaction en quelques semaines, ont empêché que les militants soient gênés par la nécessité de défendre le moindre reste vivant, pour se mettre au travail de l'analyse, de la compréhension, de la critique, de l'examen.

Tous nos camarades sont habitués à formuler des critiques très pointues sur la Commune de Paris. Il ne faudrait en formuler aucune sur la révolution d'Octobre ? Parce que l'une aurait réussi et pas l'autre ? Les deux événements ont été, chacun pour son époque des progrès gigantesques dans l'histoire sociale de l'humanité. Et aucun des deux n'a permis d'avancer jusqu'au point de non-retour, celui qui fera que l'humanité sociale l'aura emporté, physiquement, sur le vieux monde.

Alors, il va falloir aux nouvelles générations faire de nouveaux pas. Un nouveau pas, c'est un pas aussi différent de la révolution russe que celle-ci a été différente de la Commune de Paris. Ce n'est pas le seul prolongement, ou la reproduction de cette révolution. Ce n'est ni son abandon ou sa trahison, ni son encensement et une fidélité pieuse et sans recul, qui nous amèneront sur la voie de sa préparation.

Le problème de l'aristocratie ouvrière, celui de la révolution d'Octobre, sont deux problèmes parmi d'autres. Nous entrons donc dans une période de doutes et d'interrogations. Doutes et interrogations légitimes. Et qui ne se manipulent pas indifféremment.

Ce n'est pas la première fois que, dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'on se retrouve dans une période où il ne suffit plus d'appliquer la capital théorique et les lignes patiemment accumulées dans les périodes précédentes. Pour ne donner qu'un exemple, après la révolution de 1848, Marx dut faire une révision douloureuse d'une partie de ses propres idées. Il mettra deux années avant d'aboutir à résoudre ce qui fut pour lui une crise grave. Ce

problème est longuement évoqué dans notre brochure "Marx et la Première Internationale", pages 12 à 18.

En 1848, le marxisme n'en était qu'à ses débuts. Il n'empêche que déjà, et concernant presque uniquement Marx lui-même, c'est au travers d'une crise que la science marxiste s'est dépassée d'elle-même (...)

UNE REMISE EN CAUSE QUI NECESSITE UN COMPORTEMENT SCIENTIFIQUE

Aujourd'hui, comme d'ailleurs dans le monde des sciences et dans l'ensemble des domaines humains, il est improbable qu'une grande transformation dans le mouvement ouvrier soit le résultat d'un seul homme, voire d'une seule équipe. Cette époque est dépassée. Les transformations sociales ont mûri et se sont développées partout : le problème lui-même est devenu beaucoup plus riche et plus complexe.

Il faut que s'établisse entre les équipes militantes une nouvelle tradition de relations fraternelles, avec des règles de comportement s'apparentant à celles qui peuvent exister entre équipes scientifiques qui travaillent dans la même direction, sur des points proches, complémentaires, de par le monde. C'est pourquoi nous avons choisi de consacrer une part de notre énergie à établir des relations avec d'autres groupes, d'autres militants, à rechercher les moyens de les entretenir, pour préserver cette possibilité, et lui permettre de fructifier lorsque l'occasion se présentera.

Mais c'est bien évidemment vis à vis de nous mêmes que le problème va le plus peser. Nous sortons d'une organisation qui nous a formé à peu de discussion, peu de doute, et très peu de recherche. Il nous faut évoluer. Et ceci concerne plus particulièrement les camarades dont les racines plongent le plus dans LO.

La première des choses qu'il va nous falloir apprendre, c'est déjà de nous habituer à nous poser une question nouvelle. Une question nouvelle, par définition, est une question qui peut, qui va rester un moment plus ou moins long sans réponse. Sinon, si l'on a une réponse immédiate, instantanée, c'est qu'on est toujours dans l'ancien raisonnement, celui qui nous apporte à flux continu des réponses régulières, donc bien utiles, mais adaptées à la tradition en cours, et incapable de résoudre le problème qui se pose à long terme.

Si dès qu'une question "nouvelle" surgit, les camarades se jettent sur celui qui la formule comme s'il s'agissait d'un sacrilège, il est douteux que puisse s'établir, dans le groupe, un climat propice à la recherche, à la réflexion.

Bien sûr, à l'inverse, on pourrait soudain se mettre à se poser n'importe quelle question, à tout mettre en doute, et à proposer, pourquoi pas, n'importe quelle réponse. Dans ce cas, oui, les camarades "conservateurs" ont leur rôle de vigilance à jouer, à empêcher ce qui ne serait que l'expression d'un désarroi et d'une démoralisation.

Bien difficile, on le voit, de trouver la juste voie. Mais ce que je veux au moins dire ici, c'est que notre groupe a déjà, une fois au moins, franchi une telle situation. En quittant LO, nous avons remis en cause, de fait et aussi par écrit, l'idée même du parti, de l'organisation en tant qu'organe de combat de classe, qu'incarne et que prétendait être cette

organisation. C'est même cette remise en cause implicite qui nous est reprochée par ses militants. Et qui explique leur extrême susceptibilité, à fleur de peau, irrationnelle, sur ce sujet (...)

ORGANISATION DE COMBAT OU ORGANISATION DE PROPAGANDE

... si la lecture de Barta nous a permis de voir bien des limites dans Lutte Ouvrière, elle ne résout pas nombre de problèmes. Question que personne dans l'extrême gauche révolutionnaire ne semble poser, qui fait donc partie de l'ancien paradigme bien établi : sommes-nous aujourd'hui dans une période où le problème est de constituer un groupe de combat à l'avant garde de la classe ouvrière ?

Personnellement, je suis enclin à penser que non. Et que le renoncement de Barta lui-même à l'activité militante organisée correspond probablement à ce changement de situation. Là encore, on trouve dans l'histoire du mouvement ouvrier des périodes semblables où le problème n'est pas de mettre en place une organisation pour préparer la prise du pouvoir. La révolution n'est pas tous les jours à la veille d'arriver.

Au lendemain de 1848, Marx s'oppose, dans la Lignes des Communistes, à Karl Schapper : "Nous, nous disons aux ouvriers : "Vous avez à traverser 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de luttes entre les peuples, non seulement pour changer les conditions existantes, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes à la direction politique". Pendant douze ans, de 1852 à 1864, Marx ne cherche pas à constituer un parti d'action, mais à préserver et à développer ses idées au sein d'un petit noyau de militants ouvriers.

Marx mit fin à l'existence de la Première Internationale. Et lorsque le mouvement ouvrier reprit force, au début des années 1880, Marx ne s'en contenta pas pour estimer juste et nécessaire de proclamer la naissance de la seconde Internationale. Il écrivit "il ne faut pas galvauder une telle proclamation (de l'Internationale) tant qu'elle ne peut avoir un effet percutant, autrement dit tant que les événements européens ne la provoqueront pas. Sinon on gâche l'effet pour l'avenir et on ne donne qu'un coup d'épée dans l'eau. (...) En Allemagne, il faut savoir attendre, et -à notre avis- le moment sera venu alors pour une grande manifestation et la reconstruction d'une Internationale formelle, officielle, qui justement ne saurait plus être une simple société de propagande, mais un parti pour l'action." (C'est nous qui soulignons).

Marx est donc très clair sur la différence de période, mais aussi sur la différence entre organisation pour la simple propagande, et organisation pour l'action. C'est au moins un troisième point sur lequel les révolutionnaires auront à revenir aujourd'hui. Car sans doute le succès, pour la prise du pouvoir, du parti bolchevik, a peut-être fini par nous faire oublier cette différence, à nous faire oublier que l'action ne se prépare pas dans n'importe quelle période, que la propagande est indispensable, longue et patiente, persévérante (50 ans, disait Marx !) et qu'il est fou ou catastrophique de confondre et les périodes et les types d'organisation.

Il règne de toute évidence aujourd'hui une grave confusion sur ces problèmes. Là encore, s'est posé le problème de préserver l'héritage : Trotsky a repoussé au maximum la décision d'appeler à une quatrième Internationale. Et après lui, la tradition est restée de

préservé l'héritage de Trotsky. Mais qu'en est-il de cet héritage ? personne ne peut nier qu'il a volé en éclats.

Là encore, ne faut-il pas revenir à "revoir" l'ensemble du marxisme, le revoir non pas dans le sens d'en jeter tout ou partie à la poubelle, comme on l'a tant vu dans le passé, mais le revoir au sens propre du terme : nous approprier non seulement ce qu'il en reste et qui est lié historiquement, directement à la dernière période, mais en réexaminant l'ensemble des diverses périodes qu'il a su traverser, et en particulier comprendre comment il a su dépasser et s'enrichir lors des changements de période historique.

L'idée, communément admise, de la fameuse nécessité d'un parti révolutionnaire, n'est-elle pas le résultat, bien éloigné, mais le résultat de la période de la révolution russe ? Tant que les militants et les partis révolutionnaires ont jugé la révolution encore vivante, oui, il se posait la question de la poursuite de la révolution, donc de l'action à laquelle il fallait être, autant que possible, prêts.

Mais nous ne sommes plus dans cette situation. Certes, d'un point de vue objectif, il serait plus nécessaire que jamais d'engager l'action révolutionnaire, d'engager la lutte vers la prise du pouvoir. Mais qu'en serait-il d'une telle lutte, engagée par des partis soigneusement conservés (dans quel formol social ?) alors que les masses ouvrières, de leur côté, sont devenues totalement étrangères à l'idée du communisme, du socialisme, ou de la révolution.

La "solution" communément admise de ce problème, elle encore non dite, elle encore à la base des idées fondamentales des groupes révolutionnaires, est que c'est la lutte elle-même, en particulier la "lutte d'ensemble", qui sera l'occasion d'une "transcroissance", d'une modification de la conscience des masses.

Cela fait cinquante ans que cette idée guide l'activité des groupes révolutionnaires, cinquante ans qu'ils axent l'essentiel de leur activité interne à préparer à la lutte vers les problèmes de pouvoir, et qu'ils consacrent l'essentiel de leur énergie à l'extérieur à vouloir préparer ou à orienter les actions dans la classe ouvrière en fonction de ce problème.

Mais cela fait également cinquante ans que plus personne, quasiment, ne dépense d'énergie dans les masses populaires pour y maintenir l'espoir en un changement de société. Et si cela pouvait encore se concevoir au lendemain de la seconde guerre, car à l'époque l'essentiel de la classe ouvrière avait connu Juin 36, la proximité du pouvoir ouvrier dans les entreprises, dans le pays, sa force, la puissance de la base en lutte, etc.

Mais les années qui vont suivre vont indiquer que la seconde guerre avait en réalité gommé, effacé, des consciences, l'espoir ouvrier. En Allemagne, dans les pays d'Europe de l'Est, le coup de gomme avait été ravageur, c'était la mort par les camps de concentration, l'élimination physique à peu près absolue.

En France, en Italie, ailleurs, il faudra plus de temps. Et le passage au pouvoir des partis communistes jouera un rôle de perversion définitive des idées, des espoirs du camp ouvrier en un monde meilleur. Les partis communistes mettront plusieurs dizaines d'années à digérer l'idée communiste prolétarienne, mais c'est bien à partir de la fin de la guerre que leur machine à broyer cette idée va remplacer cet espoir par des idées dénaturées, nationalistes, corporatistes, réformistes, conservatrices, qui intoxiquent d'emblée l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour la première fois depuis longtemps, il n'existe plus, après guerre, de fraction relativement grande, ne serait-ce que 10% de la classe ouvrière, qui se considère encore comme consciemment révolutionnaire.

NOUS SOMMES UN GROUPE DE PROPAGANDE

Il est évident qu'une organisation de propagande ne devra pas obéir aux mêmes priorités, aux mêmes règles de fonctionnement, qu'une organisation de combat. Pour prendre l'exemple que nous connaissons bien, Lutte Ouvrière, cette organisation joue, de fait, l'organisation d'action, voire de combat, même si elle reste l'arme au pied depuis des décennies. Elle délaisse à peu près complètement (hormis les périodes électorales) la préoccupation de faire une propagande large, en direction des couches profondes de travailleurs, préférant entretenir des rapports privilégiés et uniques avec le seul public qu'elle a su gagner autour d'elle.

On peut dire que quasiment tous les groupes existants en France subissent une sorte de surenchère, de concurrence mutuelle, qui les pousse toutes à se placer de fait, comme des organisations d'actions. Ce problème n'est pas discuté, pas posé ; il fait partie des non-dits.

Pour notre part, dans la pratique, nous avons oscillé entre organisation d'action et organisation de propagande. Nous n'avons pas plus de boussole que les autres sur ce plan, et c'est toujours la recherche et l'écoute des préoccupations de la masse ouvrière qui nous aiguille, comme pour le reste.

Mais cette boussole est insuffisante. En décembre 95, nous nous sommes entièrement placés comme une organisation d'action, à la recherche d'une éventuelle possibilité pour des révolutionnaires, de permettre à la masse ouvrière de s'engouffrer dans une brèche qu'aurait permise la situation. Nous n'avons pas trouvé de brèche. Mais surtout, nous n'avons sans doute pas assez tiré le bilan de notre absence, à cette époque, dans la masse ouvrière. Ce que nous disions à la masse ouvrière était rigoureusement sans aucun effet. Pourquoi ? N'est-ce pas parce qu'il est indispensable, AVANT les mouvements, de les préparer pas un lent et patient travail de prise de conscience socialiste ?

Avant la seconde guerre, les organisations ouvrières étaient et restaient des organisations pour l'action, même si, au cours de certaines périodes, elles ne faisaient qu'un travail de propagande. C'est qu'une organisation pour l'action déjà existante, expérimentée, reconnue, ayant eu des succès, et surtout liée avec une fraction de la classe ouvrière elle-même en accord avec les idées socialistes, pourrait se permettre de mettre en veilleuse l'action durant une certaine période, et saurait se consacrer à la propagande.

Mais nous ne sommes de toute manière plus du tout dans un contexte de cette sorte. Aucune des organisations révolutionnaires existantes n'a de capital sur le plan de l'action et des luttes sociales, et aucune n'est donc reconnue comme telle par la masse ouvrière, voire par la classe ouvrière. Enfin, et c'est bien plus grave, il n'existe plus la moindre fraction de la classe ouvrière, hormis celle des militants eux-mêmes, qui croit et espère en un avenir socialiste.

En fait, la modestie, le sens des réalités, devraient nous imposer de dire clairement que nous sommes, à l'Ouvrier, une organisation de propagande. Cela ne devrait avoir aucun caractère péjoratif. De toute manière, je ne vois pas comment une situation qui n'est pas au combat social politique pourrait fabriquer des femmes, des hommes, et des groupes correctement aptes à un tel combat.

Pour donner un premier élément de réponse à la question organisation d'action ou de propagande, nous devons bien comprendre, je pense, la signification profonde de notre succès avec l'Espoir. Bien au delà de toutes nos espérances, nous nous sommes aperçus qu'à condition de proposer aux gens une manière de militer qui leur convienne, qui convienne à leur réalité, il s'en trouvait un très grand nombre, par rapport au nombre de gens que nous côtoyons, par rapport même à l'ancienneté de nos connaissances, ou par rapport à toute autre manière de militer, qui accepte de s'y mettre.

L'activité que représente la diffusion de l'Espoir a eu, immédiatement, un taux de succès, sans aucune comparaison avec aucune des activités militantes que nous avons eues jusqu'ici, apprises ou héritées de l'activité de Lutte Ouvrière. Mais quelle conclusion en tirer ? Que nous sommes plus géniaux, meilleurs écrivains, meilleurs intellectuels ? Non. La différence, c'est que nous avons clairement choisi de nous présenter, aux yeux des gens, comme posant le problème de la propagande, de la bataille large sur les idées.

Les camarades peuvent relire l'appel qui a précédé le lancement du numéro un, et aussi les appels que nous avons imprimés au dos de l'Espoir dès l'origine. C'est bien cela qui a compté, et qui a gagné. Cela prouve que, sur ce point très précis de l'urgence de la propagande, un besoin réel existe, dans la tête des gens, donc dans la réalité militante qui nous intéresse.

Alors, il nous faut, je pense, cesser d'être influencés par les pressions concurrentielles diverses, comme celle de Cinquième Zone. On peut être un groupe de propagande sans cesser, je pense, d'être de vrais révolutionnaires, si nous sommes persuadés que le contexte impose que nous en passions par là.

Ce que nous devons simplement, c'est travailler d'arrache pied à faire en sorte que cette propagande soit bonne, en qualité et en quantité, c'est nous pencher sur nos méthodes, y réfléchir, chercher à les améliorer, chercher à tirer au maximum profit de ces quelques atouts que nous avons pour faire des idées que nous développons une force d'opinion ouvrière.

LE PROBLEME DE LA COUPURE MORALE DE LA CLASSE OUVRIERE ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES

La constitution de l'aristocratie ouvrière n'a pas eu comme seule conséquence de fabriquer au sein de la classe ouvrière des métropoles impérialistes une couche sociale contre-révolutionnaire. Elle a eu comme seconde conséquence, simultanément, de créer une division, une opposition entre classe ouvrière des pays riches, et classe ouvrière des pays pauvres. C'est l'internationalisme lui-même, base de tout espoir socialiste, qui est miné (...)

Pour l'heure, le mépris qu'a la classe ouvrière des pays riches pour les ouvriers des pays pauvres, mépris qu'elle concrétise dans son rapport avec les travailleurs immigrés, est un

des moyens les plus efficaces pour lui obscurcir toute conscience. La conscience de classe, de nos jours, est forcément, et immédiatement internationale, ou elle n'est pas.

Instinctivement, automatiquement, notre bourgeoisie sait faire et saura refaire le chantage à la pauvreté. Aujourd'hui, elle a la paix sociale (malgré bien des attaques de sa part contre la classe ouvrière) en bonne partie en montrant du doigt les pays pauvres : "Vous voyez bien qu'ici, c'est quand même mieux. Demain, en situation révolutionnaire, ce sera la même chose en pire : les révolutionnaires, les communistes, veulent partager la pauvreté, la misère de la planète". C'est même le début de cette phrase qu'a dit Rocard lors du mouvement des sans-papiers : "La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde".

Et ce seront les aristocrates ouvriers, soucieux de préserver leurs privilèges, même grignotés par la crise qui seront les mieux placés pour servir de pompiers à la contre-révolution. Nous ne faisons pas de l'anti-aristocratie ouvrier primaire, non, nous essayons d'intégrer dans notre capital politique l'expérience de la défaite de la révolution allemande (...)

ETRE CAPABLE DE MODIFIER NOS PRATIQUES

Le rapport d'un groupe politique à son milieu est un problème essentiel pour l'avenir du mouvement révolutionnaire. De ce point de vue, Lutte Ouvrière nous a laissé en héritage une attitude absolument figée : l'on fixe des conditions à l'intégration dans l'organisation, conditions à peu près immuables, quelles que soient les circonstances, et qui n'ont en tous cas guère varié sur des décennies, à quelques nuances près qui s'avèrent avec le recul secondaires.

Ensuite, on ne regarde que le comportement des gens vis-à-vis de ces critères. On ne regarde pas le succès, la réussite ou l'absence de réussite qui résulte des choix faits. Et si peu de gens répondent "présent", on en conclut par principe même que les gens ne sont pas bons, pas prêts, pas volontaires, etc. Mais là encore, il est temps de tirer un bilan après des décennies. Pour notre part, nous en concluons que cette attitude est à revoir.

En effet, elle postule que seuls les critères sont valables, justes, et pire, que toute remise en cause des idées, des pratiques, de la manière de faire, ou des rapports avec les gens est immédiatement suspecte, et ouvre la voie à la trahison.

Changer nous est vital. Ne serait-ce que parce que, de toute manière, la vie est changement, et la prolongation d'un état de fait comme celui de Lutte Ouvrière ne peut que provoquer une sclérose sur tout les plans.

Notre groupe a brisé un premier tabou en s'attaquant au problème de chercher à implanter les idées révolutionnaires dans les entreprises sans syndicat ou en intérim. Nous avons réappris à nous entourer, à y diffuser une presse sous le manteau, à y tenir des réunions de propagande socialiste clandestines.

Des dizaines d'années de militantisme exclusif dans la classe ouvrière des grandes entreprises ont entraînés la plupart des groupes révolutionnaires à négliger les autres secteurs, alors même que la bourgeoisie émiettait ses entreprises, (de 1975 à 1995, le pourcentage des salariés employés dans des établissements de plus de 500 salariés a quasiment diminué de moitié, passant de plus de 20% à 12%).

Elle les a conduit en même temps à rester et à se développer dans un monde où l'aristocratie ouvrière est la plus présente et la plus influente, mais sans se donner les moyens théoriques et les règles pratiques pour contrer cette influence. Pire, l'âge des militants, le développement de leurs qualifications, leur ancienneté dans l'entreprise, les protections syndicales dont ils bénéficiaient ont transformé une partie d'entre eux en aristocrates ouvriers, quand ils ne l'étaient pas au départ.

Notre groupe a fait le choix de militer vers des entreprises où l'essentiel du personnel ouvrier appartient à la masse ouvrière. Nous avons en même temps fait le second choix de prendre le risque de ne pas être présent dans les secteurs que la tradition révolutionnaire disait déterminants : les grandes entreprises. Mais cette vision n'est-elle pas liée à l'idée qu'on se fait de la situation ? Et ne faut-il pas passer par la formation dans les entreprises où se trouve la classe ouvrière précaire pour forger les militants révolutionnaires correspondants à la période ?

Aujourd'hui, nous essayons de prolonger cet effort d'ouverture en revoyant nos pratiques internes. Nous remettons en cause à la fois le travail liaison et la tenue des cellules. Mais là encore, il ne s'agit pas de tout casser.

Plusieurs camarades ouvriers nous ont quitté, depuis la constitution du groupe. On peut se poser la question de savoir si ce mouvement est simplement un mouvement de "mort naturelle", qui s'inscrit dans le mouvement naturel de renouvellement des cellules dans tout organisme vivant, et qui nécessite évidemment que nous recrutions au moins autant de camarades pour les remplacer.

Mais il est légitime de se poser aussi la question de l'adaptation de nos critères d'organisation, du contenu de notre organisation : n'est-ce pas ce contenu qui n'est pas adapté, et qui écarte des camarades qui, autrement, accepteraient de vivre et de militer parmi nous ? On est d'autant plus en droit de se poser cette question que, pour certains du moins, ils militent aussi bien "dehors" que "dedans".

Nous faisons donc actuellement un effort pour faire en sorte que, en règle générale, tout camarade ouvrier, surtout s'il est de la masse ouvrière, qui milite, c'est à dire qui défend nos idées à la manière qu'il peut autour de lui, dans le monde hostile de l'entreprise, mais aussi de la famille, du voisinage, etc., que ce camarade donc ait une place dans une cellule que nous appelons de base pour faire la distinction avec les cellules actuelles.

Cela signifie à terme que toutes nos bonnes liaisons ouvrières, ou nos sympathisants actifs ouvriers, trouvent une place collective dans le groupe. Nous ne pensons pas pour autant que le fond essentiel du travail liaison soit à jeter à la poubelle. Il faudra bien que chaque camarade soit profondément gagné à nos idées, notre vision du monde, et à notre combat, sans quoi nous pouvons tout simplement ouvrir notre âme à des éléments étrangers qui pourraient la modifier.

Mais il est certainement plus sain que le travail liaison soit fait, à partir du moment où le ou la camarade commence à militer, en permettant au camarade d'avoir une place entière, adulte, dans le groupe, et pas seulement celle de l'élève devant son professeur, qui est le propre du travail liaison. D'ailleurs, c'est la seule chance pour que nous ne nous contentions pas de fabriquer des clones politiques, et pour que des jeunes arrivent rapidement à la fois à s'assimiler, et à commencer à dépasser les acquis actuels du mouvement ouvrier (...)

LA FORCE DES IDEES

Il a fallu des décennies aux générations de militants qu'a fécondée l'oeuvre de Marx pour parvenir à faire, dans l'Europe des années 1880-1920, une force des idées socialistes. Des pans entiers de la classe ouvrière croyaient à l'idée que le capitalisme allait à sa fin, que l'oeuvre de notre classe était de construire un nouveau monde.

Chaque lutte, chaque grève, chaque action de solidarité ouvrière, était l'occasion de réaffirmer aussi cette idée. On n'était pas heureux parce qu'on avait gagné sur une revendication salariale. On était heureux parce que la victoire d'une grève prouvait que la stratégie était la bonne dans la lutte générale, que le mouvement dans son ensemble était plus fort, et avançait dans la bonne voie vers l'émancipation générale.

Depuis 50 ans, en France et sans doute partout ailleurs, jamais plus aucune grève, aucune lutte, même les luttes d'ensemble de la classe ouvrière, n'ont réveillé cette flamme. Et les mouvements ou les actions menées, dirigées par l'un ou l'autre des courants révolutionnaires n'y ont pas plus réussi. Et pourtant personne ne se préoccupe de ce manque, et n'en discute. Mais nous ne pouvons nous satisfaire d'une telle situation.

L'idée qui se trouve dans les mouvements, pour tous les groupes révolutionnaires, a été, pendant des décennies, et est encore qu'il fallait que la direction du mouvement nous revienne, pour que les possibilités s'ouvrent, alors qu'aux mains des appareils réformistes et staliniens, elles étaient freinées, enchaînées, muselées.

Nous affirmons que le bilan de cette idée, non dite, donc essentielle, est à faire maintenant. Non, il ne suffit pas que les révolutionnaires dirigent les luttes.

Si nous regardons en arrière, dans un autre contexte, avant guerre, bien des luttes ont pu démarrer sous l'égide et la responsabilité de réformistes avérés, cela n'a pas empêché dans nombre de cas qu'elles ravivent la flamme révolutionnaire, aujourd'hui éteinte. Mais cela était possible parce qu'un morceau bine vivant de la classe ouvrière se considérait comme l'avant garde sociale de la révolution.

Nous pensons que ce qu'il manque, c'est la présence suffisamment importante, suffisamment développée, de nos idées dans les consciences ouvrières. La remise en cause de cette société est plus que jamais à l'ordre du jour avec la crise et son aggravation, avec la prise de conscience récente qu'elle provoque d'une exclusion massive.

Le seul moment où une lutte a porté un espoir de changement social, cela été en Mai 68. Car c'est massivement que les étudiants, les intellectuels, ont remis au goût du jour les idées socialistes et révolutionnaires. Nous étions alors en plein boom économique, sous un capitalisme faisant bonne figure.

Le mouvement des années 90 de chômeurs, des droits au logement, ou des sans papiers n'ont pas plus fait resurgir l'idée socialiste que les mouvements de grève dans les usines des années 50 (y compris la grève Renault de 1947), 60 ou 70.

C'est la seconde guerre mondiale qui a soufflé la flamme de la révolution sociale. Par le fascisme et les camps en Allemagne et dans l'ensemble de l'Europe. par le contrôle des masses ouvrières entre l'impérialisme et le stalinisme au lendemain de la guerre.

Dans les pays européens, le stalinisme a pris un essor considérable (le P.C.F. premier parti de France) en trouvant comme base sociale l'aristocratie ouvrière. Et les idées de l'aristocratie ouvrière, plus peut-être encore que les programmes politiques staliniens, ont envahi le monde ouvrier, et empoisonné la conscience prolétarienne.

Le mouvement trostkyste dans son ensemble, au lendemain de la seconde guerre, est resté imperturbablement préoccupé par le programme de transition tel que Trotsky l'avait rédigé avant les effets dévastateurs et imprévisibles de la seconde guerre mondiale. Mais avec le recul, il nous faut constater que le premier problème n'est pas la crise de direction du mouvement révolutionnaire, mais plus fondamentalement l'absence désormais de mouvement révolutionnaire conscient dans les masses.

Il nous faut préciser que lorsque nous voyons une organisation comme Lutte Ouvrière (ou la LCR), faire des pourcentages de voix de l'ordre de 5%, voire localement de 10%, nous ne pensons que l'idée socialiste, l'idée de la nécessité de changer la société elle-même, soit exprimée par un tel vote. la seule chose qu'a dite largement Lutte Ouvrière dans les élections régionales de mars 98, par voie d'affiches, ou sur la profession de foi adressée aux électeurs, c'est "Oui, on peut supprimer le chômage", "Ne tolérons plus les licenciements, le chômage et la misère !"

Dans cette profession de foi, il n'est jamais fait allusion non seulement à une autre organisation sociale, mais pas même aux luttes nécessaires pour obtenir le programme de Lutte Ouvrière : -interdire les licenciements collectifs, en premier -obtenir ensuite par divers moyens quelques revenus financiers pour créer des emplois... essentiellement d'ailleurs dans l'aristocratie ouvrière (éducation nationale, transports en commun, hôpitaux), comme s'il ne fallait pas aussi alléger la peine des travailleurs de l'industrie, -supprimer les secrets bancaire et commercial et rendre publics les comptes, en dernier point maintenant.

Notre avis est qu'il faut que les militants reprennent leur bâton de pèlerin d'abord et essentiellement pour réimplanter l'idée qu'une autre société est possible et nécessaire. Sur le chômage par exemple, nous devons dire haut et clair que le capitalisme ne résoudra jamais le chômage, que c'est chose impossible sous ce système (...)

Sur le chômage, mais aussi sur tous les problèmes urgents, quotidiens, persistants, lancinants, qui touchent la population et les travailleurs, le devoir des militants socialistes révolutionnaires, est d'indiquer la responsabilité total de l'organisation capitaliste, ses méfaits et l'absence de solution dans ce système.

Mais aujourd'hui l'essentiel de l'énergie des militants part en activité syndicale, électorale, ou en mouvements divers. Nous ne pourrions utiliser les mouvements, les élections, l'activité syndicale pour démultiplier les idées socialistes, en faire des occasions de les multiplier et d'ouvrir la voie aux combats conscients de classe, qu'à la condition d'avoir suffisamment préparé les consciences, par le travail profond, assidu, de propagande.

Le problème de l'aristocratie ouvrière et le mouvement révolutionnaire (extraits - décembre 1996)

LA BUREAUCRATIE OUVRIERE.

PARTIE VISIBLE DE L'ICEBERG DE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE

Aujourd'hui, les organisations révolutionnaires n'ignorent évidemment pas l'existence d'une politique réformiste dans la classe ouvrière des pays riches. Elles en rendent responsables les partis ou syndicats, et à juste titre analysent leur lien social avec la société bourgeoise, et leur intégration dans l'Etat, le nombre de postes, les privilèges, la bureaucratie des appareils échappant au contrôle des travailleurs, etc.

Sur cet aspect important, on peut lire avec profit la brochure de Lutte Ouvrière : "Les syndicats dans les pays impérialistes : de la lutte de classe à l'intégration dans l'Etat" (Exposés du Cercle Léon Trotsky n°13, 14 juin 1985).

Lutte Ouvrière y évoque l'apparition d'une "aristocratie ouvrière et même une bureaucratie" dès les premières organisations de type syndical, c'est-à-dire les Unions en Angleterre (page 9). Mais il ne semble pas que ces expressions aient été comprises comme Marx ou Lénine les entendaient. Ou alors, cette aristocratie ouvrière disparaît mystérieusement par la suite. En effet, dès que l'on passe aux exemples allemand, ou français qui font suite, Lutte Ouvrière ne parle plus que des dirigeants des syndicats. Comme si ceux-ci et leur politique pouvaient exister sans toute une base sociale. Jamais n'est décrit le développement de l'aristocratie ouvrière, qui va pourtant croissant et s'affirmant.

Cette brochure donne très vite cette impression étrange qu'une politique opposée aux intérêts de la classe ouvrière a pu être développée dans la classe ouvrière, du simple fait de la volonté de la bourgeoisie, qui a fait effectivement le choix de légaliser le mouvement syndical à la fin du 19^e siècle.

La trahison de 1914, elle n'est due à lire Lutte Ouvrière qu'aux directions syndicales : "Ce ralliement total et général ne pourrait pas s'expliquer s'il n'avait des raisons antérieures à la guerre. La société bourgeoise et surtout son Etat avaient fait une petite place aux syndicats et du coup ceux-ci n'en étaient plus les adversaires irréductibles, mais une composante". Que ces syndicats prennent leur racine dans une couche sociale dont ils défendent effectivement les intérêts, l'idée est totalement absente.

Il suffirait donc à la bourgeoisie de vouloir soudoyer les organisations ouvrières pour pouvoir y réussir. C'est évidemment une vision fautive. Et fondamentalement étrangère au marxisme. La bourgeoisie qui est plus marxiste que cela, a su en réalité comprendre qu'il lui fallait modifier la composition même de la société, fractionner la classe ouvrière, y constituer

toute une couche sociale privilégiée, couche qui est aujourd'hui comparable à la "masse" de la classe ouvrière dans un certain nombre de pays décisifs.

Appliquée à une époque récente, cette analyse donne des résultats encore plus dérisoires. Ainsi, on peut lire dans la même brochure (page 35) que dans l'Espagne de l'après-franquisme des années 70, "la bourgeoisie espagnole trouva aussitôt, au sein des organisations ouvrières, les hommes capables, eux aussi, de se mettre à l'unisson de leurs homologues européens, en se transformant en bureaucrates ouvriers, plus liés aux intérêts de la bourgeoisie et de son Etat, qu'à ceux des travailleurs".

Pourquoi et comment une politique contraire aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière devient-elle dominante ? Mystère, et mystère plutôt désespérant ! "Pourtant, nous dit la brochure en guise de consolation, il y avait au sein de la classe ouvrière, des militants syndicaux actifs. Il s'agissait, bien sûr, de militants du Parti communiste, dont la seule perspective était une perspective réformiste. Mais, pour être un militant syndical sous la dictature franquiste, il fallait être réellement militant, acceptant les risques que comportait cette activité, un militant dévoué à sa classe".

Dévoué à la masse ouvrière, ou dévoué à l'aristocratie ouvrière ? C'est là tout le problème. En réalité, la dictature franquiste ne laissait pas plus de choix aux militants de l'aristocratie ouvrière qu'aux autres, et ce n'est certainement pas une raison pour les encenser comme le fait ici sans distinction Lutte Ouvrière.

Sur le fond, c'est l'ancienne politique de la bourgeoisie vis-à-vis de la classe ouvrière qui consistait à corrompre certains de ses dirigeants, à y infiltrer également des hommes à elle. La bourgeoisie avait alors une vision individualiste des choses. Mais depuis 1848 en Angleterre, et la fin des années 1880 dans le reste de l'Europe, elle a fait place à une gestion sociale du problème.

Continuer aujourd'hui à ne voir que l'aspect individuel - qui existe évidemment - est dramatique. Cela semble indiquer qu'il suffirait d'un sursaut de la classe ouvrière pour qu'elle puisse se débarrasser de ses dirigeants corrompus. Or ce n'est plus vrai.

Tant que l'aristocratie ouvrière n'était pas développée, et n'influçait pas l'ensemble d'une classe ouvrière nationale, un mouvement de la classe ouvrière pouvait effectivement suffire à la débarrasser de dirigeants indésirables, de parasites de toutes sortes, et elle pouvait se donner des dirigeants honnêtes dans le feu de l'action. C'est ce qu'on observe dans le mouvement chartiste, avant 1848.

Mais on n'a plus le droit de compter aujourd'hui sur cette seule spontanéité, alors qu'une couche entière de la société, au coeur de la classe ouvrière, en est devenue le chien de garde principal.

Le dirigeant révolutionnaire Barta analyse tout autrement la différence entre réformisme et révolution : "Cependant, réformisme et révolution n'expriment pas deux méthodes différentes pour arriver au même but, mais l'opposition irréconciliable entre les intérêts de classe des millions d'exploités et d'opprimés, et les intérêts d'une minorité ouvrière relativement bien payée et de mentalité profondément embourgeoisée. Détenant un grand nombre de postes de responsables dans les organisations ouvrières ou dans l'administration bourgeoise (syndicats, partis politiques, mairies, sièges de députés, etc.) cette

couche domine habituellement l'action ouvrière, l'empêchant, la brisant quand elle menace de bouleverser le système qui leur permet de s'élever au-dessus de leur classe : c'est ainsi qu'en juin 1936 l'aristocratie ouvrière, représentée par la bureaucratie syndicale et politique, parvint à arrêter la poussée des millions d'ouvriers les plus exploités. Le réformisme, en s'efforçant de sauvegarder les intérêts de l'aristocratie ouvrière élevée au-dessus de la masse, défend donc l'ordre bourgeois (qui à son tour engendre le fascisme)". (*La Lutte de Classes*, organe de l'Union Communiste n° 41, 24 décembre 1944)

LESSENTIEL DE LA MASSE OUVRIERE AUJOURD'HUI EN FRANCE : LES FEMMES, LES JEUNES, LES IMMIGRES

La masse ouvrière ne représente plus l'ensemble de la classe ouvrière dans un pays comme la France, mais c'est elle qui travaille dur, c'est elle qui produit et est utile, c'est elle qui ne compte pas sur des espoirs de promotion sociale, c'est elle qui est encline à se montrer généreuse. Où se trouve-t-elle ? Les femmes, les jeunes, les immigrés, sont les tranches sociales où elle est la plus présente.

On nous fait beaucoup de tapage quand une femme devient pilote d'avion ou conductrice de métro ; mais la véritable transformation massive des femmes est de devenir ouvrières : les chiffres de 1990 (INSEE) donnent 266 000 femmes parmi les aides-soignantes, 236 000 agents des services hospitaliers, 217 000 nettoyeurs, 190 000 agents de service des établissements d'enseignement.

Les nettoyeurs sont à 66 % des femmes. De même 41 % des ouvriers non qualifiés de l'industrie sont des femmes. Au total, il y a (chiffres 1989) plus d'un million d'ouvrières non qualifiées. De 1978 à 1984, la proportion de femmes travaillant à la chaîne a augmenté, compensant la baisse qui a existé chez les hommes. En 1984, 30 % des ouvrières travaillent à la chaîne, contre 13 % des ouvriers (*Données sociales INSEE* 1990, page 110). Le travail à la chaîne est transféré d'un sexe à l'autre.

Le capitalisme remplace une catégorie par une autre, de même qu'il place en priorité les jeunes à des travaux moins payés ou précaires. Mais il ne saurait se passer de la classe ouvrière, même avec les délocalisations ; il lui faut aussi en métropole une base stratégique minimale.

Il y a en France 800 000 ouvriers d'origine étrangère (Enquête INSEE 1995), et 370 000 employés. Cette partie de la classe ouvrière étrangère, nous la côtoyons. Une autre partie de travailleurs étrangers doit nous préoccuper : ce sont les travailleurs à l'étranger cette fois, directement employés par nos patrons. Ils sont près de 2 millions dans leurs entreprises et leurs filiales directes.

Chaque année, plus de 800 000 jeunes sortent du système éducatif. Près de 40 % d'entre eux n'ont pas le bac (chiffres 1992 *Alternatives économiques* H.S. n° 22, source Education nationale). Ils vont devenir pour la plupart ouvriers. Leur monde du travail, c'est la précarité, le chômage, l'intérim, les CDD, les stages sous-payés. Pour eux, cette précarité n'a pas forcément le sens de marginalité. Les jeunes redécouvrent ce que connaissaient les ouvriers d'il y a un siècle et plus : la norme avec le capitalisme, c'est l'instabilité de l'emploi.

LE PROBLEME CRUCIAL DE TOUT LE MOUVEMENT OUVRIER

Du vivant donc de Lénine, le problème de l'aristocratie ouvrière est non seulement pensé, réfléchi, analysé, mais il est placé désormais comme le problème numéro un.

Lénine répète que les véritables révolutionnaires doivent lutter contre l'aristocratie ouvrière. Dans une lettre à Sylvia Pankhurst, il écrit : "Sans lutter contre cette couche, sans ruiner tout son crédit parmi les ouvriers, sans persuader les masses qu'elle est totalement pervertie par la bourgeoisie, il ne saurait être question d'un mouvement communiste sérieux. Cela est tout aussi valable pour l'Angleterre, la France, l'Amérique et l'Allemagne". (Lettre à Sylvia Pankhurst, 28 août 1919)

Que peut bien vouloir dire concrètement dans la bouche de Lénine "ruiner tout son crédit" ? S'agit-il de s'adresser à chacun des ouvriers aristocrates pour l'accuser de tous les privilèges et de tous les maux ? Non, pas plus qu'on ne le ferait avec des petits-bourgeois.

C'est en s'adressant aux ouvriers de la masse ouvrière, qu'il s'agit de "ruiner ce crédit". Ruiner ce crédit, c'est démontrer par A plus B que l'ouvrier de masse n'a aucun intérêt à lier son sort, en aucune manière, à celui de la bourgeoisie. Il n'a pas intérêt non plus à copier son attitude sur celle des aristocrates ouvriers que pourtant il côtoie. Il n'a pas intérêt à rêver à un déroulement de carrière stable et progressif, à espérer à une paix durable pour lui et ses enfants. Il s'agit de détruire l'influence qu'il subit en permanence de l'aristocrate ouvrier.

L'absence d'idées socialistes a fait de l'aristocrate ouvrier un modèle et un objectif à atteindre pour l'ouvrier. C'est cette image qu'il faut ruiner. C'est la mentalité qui en découle qu'il faut combattre. C'est une mentalité de lutte de classe qu'il faut faire renaître. Il faut dire clairement que jamais la bourgeoisie ne donnera ce sort à tout le monde ouvrier. Jamais la bourgeoisie ne pourra donner un sort égal, elle ne peut vivre qu'en créant des inégalités. Il faut remettre en cause la manière aristocratique-ouvrière de poser les revendications, d'exclure systématiquement l'idée de la nécessité de changer le monde, et au contraire, de chercher des solutions illusoire et impossibles, quand elles ne sont pas, pire, franchement corporatistes et égoïstes.

Et il faut, bien sûr, dénoncer clairement aux yeux des travailleurs, y compris de l'aristocratie ouvrière, la responsabilité de nos patrons dans la guerre économique mondiale qui, en même temps qu'elle oppose les patrons entre eux, écrase les pauvres par millions. Nous avons un énorme travail de vulgarisation à mener, pour rendre habituelle l'idée que la richesse de notre bourgeoisie vient de la surexploitation de nos anciennes colonies, des pays pauvres en général. Nous devons utiliser chaque fait marquant de l'actualité pour mettre les noms de nos bourgeois en rapport avec les noms de ces villes et de ces pays.

Il n'est pas impossible de détacher au moins moralement et de rallier à la cause socialiste des travailleurs conscients dans l'aristocratie ouvrière. Exactement comme on peut et on doit détacher des intellectuels de la classe bourgeoise pour lier leur sort et leur vie à la révolution socialiste. Il n'est pas impossible de planter le drapeau d'une autre vision des choses dans les milieux de l'aristocratie ouvrière que le refus actuel de regarder la responsabilité qu'a notre pays dans la situation faite au tiers-monde. La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie développent actuellement de gros efforts pour canaliser - notamment avec la multiplication des organisations humanitaires - le sentiment d'injustice qui naît et renaît sans cesse ici chez ceux qui découvrent cette réalité. Avec la masse ouvrière comme avec

l'aristocratie ouvrière, il y a beaucoup à discuter pour gagner les uns et les autres à nos points de vue.

Par contre, nous devons "ruiner", combattre directement, ouvertement, ceux qui mettent en forme les positions qui reviennent à conserver et à consolider l'existence de privilèges de manière plus ou moins déguisée. Les militants de l'aristocratie ouvrière, car c'est d'eux qu'il s'agit, ont envahi pratiquement toutes les organisations ouvrières des pays riches, partis comme syndicats. Il faut bien voir que le fait de militer et de lutter, n'est pas en soi un brevet de socialisme.

A combien de luttes marquées par le corporatisme, le mépris des autres, le souci de gagner seuls pour espérer gagner plus que les autres, avons-nous assisté ces dernières années ? La grève des cheminots de 86-87 a connu de nombreux épisodes où des conducteurs de train militaient contre la grève des agents sédentaires, catégories "inférieures" selon la hiérarchie officielle. Les grèves des infirmières, rendues populaires par les médias, l'ont été parce que ceux-ci ont aimé le côté corporatiste, élitiste : il s'agissait de reconnaître des examens, une qualification, des années d'études.

La révolte des jeunes lors de la tentative d'instauration d'un SMIC jeunes, le CIP, en mars 1994, contenait le même germe pourrissant. Seuls pouvaient être concernés par la lutte les jeunes préparant un Deug, deux années d'études après le bac : à eux il n'était pas question d'instaurer un SMIC au rabais. Ce qui sous-entendait qu'on se moquait bien qu'il soit instauré pour les autres, les sans-diplômes. Même la jeunesse peut donc être intoxiquée, dans le pays riche où nous sommes, par ce virus de l'argent sale qui nous vient de la misère du monde.

Le rôle des militants est de savoir inverser les choses, de transformer chaque faiblesse en force. L'une des qualités de la jeunesse, c'est la générosité, et le rejet de l'injustice. A condition de démontrer quelle est la réalité, on peut faire d'un militant inconscient d'une cause égoïste, un militant conscient de la cause socialiste.

Cette préoccupation doit donc être constante. Il n'y a pas de problème séparé, pur, où l'existence et l'influence de l'aristocratie ouvrière ne se posent pas. Les militants révolutionnaires doivent y travailler en permanence, à toutes les occasions, dans tous les mouvements.

QUELLE POLITIQUE POUR CONTRER L'INFLUENCE DE L'ARISTOCRATIE OUVRIERE ?

Actuellement, personne, du moins en France, ne prend en compte ce problème et n'analyse l'importance de l'aristocratie ouvrière. La première des choses est de savoir la reconnaître, et de reconnaître la "masse ouvrière". Il faut ensuite reconnaître son influence. On ne peut pas parler du stalinisme sans aborder le problème de cette base sociale. Son succès dans la classe ouvrière française est totalement dépendant de l'existence d'une importante aristocratie ouvrière. Cette couche s'est reconnue dans la politique réformiste et a trouvé un intérêt évident à sa politique de faux révolutionnaire pendant des dizaines d'années.

Il nous faut comprendre la manière dont les profits impérialistes parviennent et touchent la classe ouvrière. Il y a bien sûr l'argent, parfaitement lisible et chiffrable, grâce au niveau du salaire. Mais c'est loin d'être tout. Il y a aussi des conditions générales : absence de

maladies épidémiques, absence de répression anti-ouvrière, libertés bourgeoises de lire, de se réunir, de voter, possibilité de se promener dans des villes ou des campagnes agréables, éducation élémentaire donnée à tous les enfants.

Ces choses-là sont encore données y compris à la masse ouvrière des pays riches. Et pourtant, elles sont de fait un privilège de pays riche. Elles peuvent, comme c'est le cas actuellement, aboutir à ce que la classe ouvrière s'y cramponne égoïstement, et reste dans la méconnaissance de la situation de ses frères du tiers-monde. Elles peuvent, par une politique juste, être un sujet de révolte ici même, s'il apparaît clairement que ces besoins essentiels ne sont même pas satisfaits dans ces pays, que c'est du fait de l'arbitraire et de l'injustice instaurés par nos capitalistes, nos donneurs de leçons de démocratie.

Le chauvinisme, le nationalisme, sont souvent dénoncés, ridiculisés, par l'extrême-gauche. C'est une dénonciation bien souvent anarchiste, petite-bourgeoise, superficielle. Ce nationalisme camoufle, derrière l'idée que notre nation est supérieure et qu'elle apporte la démocratie et les libertés, le fait qu'elle opprime et exploite cruellement, par le biais du capital. Le démontrer est difficile, plus difficile que du temps des colonies, car les lois du capital rendent les liens entre pays pauvres et pays riches presque immatériels.

Une véritable tradition de dénonciation de cette exploitation par-delà les frontières doit être instaurée ici, en métropole. Dans le tiers-monde, tout le monde sait ce qu'est le F.M.I. Combien d'ouvriers français savent de ce dont il s'agit ?

Il ne suffit pas d'utiliser les chiffres que donne l'économie officielle. Il faut rechercher des chiffres parlants pour les travailleurs les plus simples : ce que coûte un repas, ce que coûte un médicament. Et il faut mettre ces chiffres en rapport avec les gâchis et les dépenses de luxe qui s'amoncellent ici. Il faut que notre classe ouvrière sache le sens des mots "faim", "précarité", "solidarité" ou "lutte" dans ces pays. Il faut donc des liens vivants avec des travailleurs de ces pays, pour obtenir et exploiter utilement ces informations.

Le travailleur influencé par un point de vue bourgeois, aristocrate ouvrier, peut rêver à avoir une belle voiture, ou toute autre chose superflue qui dans ce monde est signe de réussite sociale. Il suffit de dire avec les mots justes et les faits réels le sang et la peine que coûte en réalité cette voiture pour que ce rêve commence à se détruire.

COMMENCER PAR CONSTITUER UNE BASE D'APPUI REVOLUTIONNAIRE DANS LA MASSE OUVRIERE

Dans la pratique, nous l'avons dit, travailleurs de la masse ouvrière et aristocrates ouvriers sont extrêmement mêlés. Comment doit donc se comporter le militant révolutionnaire ouvrier ?

Lénine reprend ses classiques. "Engels, dit-il, distingue entre le "parti ouvrier bourgeois" des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la "masse inférieure", la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui *n'est pas* contaminée par la "respectabilité bourgeoise". Là est le fond de la tactique marxiste !" clame-t-il. (Discours prononcé au Congrès du Parti social-démocrate suisse le 4 novembre 1916, tome 23, octobre 1916)

L'important dans ce raisonnement, ce n'est pas qu'il s'agisse d'en appeler à la majorité contre une minorité. Dans l'attitude d'Engels, de Marx, comme de Lénine, l'important est d'en appeler à cette masse ouvrière. "Notre devoir, par conséquent, poursuit Lénine, est d'aller *plus bas* et *plus profond*, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte".

En d'autres termes, la seule manière d'être conséquent si l'on veut combattre les idées réformistes, conservatrices, etc., et de donner leur chance aux idées socialistes révolutionnaires, ce n'est pas seulement d'avoir des idées justes, un programme juste, ce n'est pas seulement de se proclamer socialiste ouvrier révolutionnaire, etc., c'est de se tourner, de se rapprocher, de côtoyer, de vivre et de militer au sein de la masse ouvrière.

Lénine n'a pas d'autre conseil à donner lorsqu'en août 1919, il répond à la militante anglaise Sylvia Pankhurst qui lui demande conseil, dans la lettre déjà citée : "Être indissolublement lié à la masse ouvrière, savoir y faire une propagande constante, participer à chaque grève, faire écho à chaque revendication des masses, voilà ce qui est primordial pour un parti communiste, dit Lénine, surtout dans un pays comme l'Angleterre où, jusqu'à présent (comme d'ailleurs, dans tous les pays impérialistes), militaient dans le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier en général, plutôt d'étroites couches supérieures, des éléments de l'aristocratie ouvrière, pour la plupart complètement, irrémédiablement corrompus par le réformisme, prisonniers des préjugés bourgeois et impérialistes".

Le 2^o Congrès de l'Internationale communiste fait de cette préoccupation une des bases du programme : "Un des obstacles les plus graves au mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-value du capital financier, etc., le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution ; elle est par-dessus tout pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite-bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable "point d'appui" social de la 2^{ème} Internationale des réformistes et des "centristes" et elle est bien près, à l'heure actuelle, d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable, du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience) donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat. Tous les partis adhérant à la 3^{ème} Internationale doivent, coûte que coûte, donner corps dans la vie à ce mot d'ordre, "plus profondément dans les masses", en comprenant par masse tout l'ensemble des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation".

Cette tâche est devant nous : aucun parti ouvrier des pays riches ne pose le problème de l'aristocratie ouvrière, ni ponctuellement, ni de manière suivie et profonde. Aucun parti réformiste bien sûr, puisqu'ils sont tous devenus, d'une manière ou d'une autre, des partis de l'aristocratie ouvrière. Ils ont pour intérêt et pour politique de faire passer leur politique comme étant celle de l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais aucun parti, syndicat, ou groupe se disant révolutionnaire ne le fait non plus, en tout cas pas en France. C'est tout un apprentissage politique qu'il s'agit de faire. C'est tout un capital qu'il s'agit de construire. Sans cela, tout le reste est vain, puénil, ou mensonger. Il faut apprendre à répondre aux problèmes les plus divers du mouvement ouvrier, en tenant compte

systématiquement de ce facteur. Or, pendant des décennies, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les révolutionnaires de toutes tendances ont "oublié" le problème de l'aristocratie ouvrière.

Les travailleurs ont besoin de rêves et d'espoir. Mais le travailleur de la masse ouvrière en manque plus encore. C'est lui, plus que quiconque, qui a besoin d'avoir comme rêve la mise en place d'un autre monde. Il y va de sa dignité. Ce travailleur, ce n'est pas par l'intermédiaire de l'aristocratie ouvrière qu'il doit recevoir les idées révolutionnaires, car elles ne peuvent être alors que déformées.

Il est indispensable que les militants révolutionnaires se posent le problème de se donner les moyens de s'adresser directement à cette couche, qu'ils y adaptent leur matériel et leurs méthodes. Faute de quoi, dans la pratique, leur activité aura tendance tout naturellement à se développer essentiellement dans l'aristocratie ouvrière.

Sans cette démarche, les idées marxistes ne sont tout simplement pas appliquées. Une rupture est indispensable.

Adresse aux camarades travailleurs africains et immigrés (août 1996)

Nous sommes un petit groupe qui veut changer la société, le monde. Le monde, il est devenu tout petit et complètement lié : la pauvreté de vos pays, c'est la richesse d'ici ; mais la richesse d'ici, avec la pauvreté et la misère ailleurs, c'est pourrissant pour tous.

Il y en a qui disent que cela va s'améliorer, mais ce sont des mots. Ils appellent vos pays "pays en voie de développement", mais les mots s'usent. La vérité, c'est que l'écart avec les pays riches ne cesse d'augmenter. pourtant la technique moderne, le travail de 5 milliards d'hommes, cela devrait donner de la richesse, et au moins des conditions dignes partout, tout de suite.

Si ce n'est pas le cas, c'est la faute du système économique. C'est la propriété privée qui est responsable. Elle a abouti à ce qu'un homme peut posséder des dizaines d'usines, et en disposer à son usage et son seul profit. Nous sommes pour supprimer cette propriété privée-là, et mettre la propriété collective.

Cette affaire ne peut pas marcher pays par pays. Il y a déjà eu plusieurs expériences qui se sont cassé la gueule, parce qu'elles sont restées seules. Il y a eu Cuba, la Chine, qui voulaient rester seuls, qui cherchaient bien des soutiens, mais pas à ce que le changement se passe partout. Ensuite, des pays africains ont voulu copier Cuba, la Chine, parce que, même dans cette mauvaise voie, ils faisaient des choses qui amélioreraient le sort de la population : l'éducation, la santé.

Mais ces pays non plus ne cherchaient pas à ce que les changements aient lieu en même temps dans les pays riches. ET même certains dirigeants prenaient comme modèle ces pays riches, la France et sa démocratie. Mais l'histoire a montré que ce n'était pas possible de s'en sortir en laissant intact ces pays-là. Même avec l'indépendance, ils sont tellement rapaces qu'ils trouvent les moyens de dominer, d'écraser, autant que le colonialisme.

Il faut donc aussi que cette volonté de dominer, d'exploiter, soit cassée. Car les pays pauvres n'ont aucun moyen de se protéger, même s'ils le voulaient. Si on ne se pose pas cette question comme ça, on n'aboutit qu'à une chose : des nouveaux riches dans les pays pauvres, des nouveaux bourgeois, des patrons noirs, des policiers noirs à leur service. Mais sur le fond, rien ne change.

Il y a un pays qui a essayé d'étendre sa révolution. C'est l'URSS du début du 20^e siècle. Lénine a uni des dizaines de peuples autour de la Russie. Et pour casser la volonté des pays riches de les piller, il a fait appel aux ouvriers des pays riches, et les a appelés à changer le monde. Sa révolution a ébranlé les pays riches. la bataille a été perdue, mais on a vu que cette fois, c'était la bonne guerre.

Malgré cet échec, son pays, qui était aussi pauvre que l'Inde d'aujourd'hui, est devenu la deuxième puissance du monde. Et c'est lui qui a aidé bien des pays pauvres. Aujourd'hui, il n'y a plus d'URSS. Plus personne ne peut aider les pays pauvres. Toutes les aides sont des pièges.

Des révoltes éclatent dans toute l'Afrique. C'est l'armée française qui maintient l'ordre. C'est la France qui forme les gendarmes, qui paye les Etats, et les oblige comme cela à faire ce qu'elle veut. Il y a même une concurrence entre pays riches en Afrique. Les Etats-Unis, l'Allemagne, essayent de doubler la France. Mais ce sont les mêmes, des banquiers, des patrons.

Cette domination par le fric, par-delà les frontières, de très peu de pays riches sur toute la planète, nous on appelle ça l'impérialisme. C'est cette domination qui interdit à vos pays de rattraper les pays riches. dans le meilleur des cas, ils laissent un pays pauvre s'enrichir un peu. Ils ont fait ça par exemple avec le Venezuela et son pétrole, et ils l'ont fait en Asie du sud-est. Ils font ça comme à l'usine ils font monter chef un ouvrier. Pour donner de l'espoir aux autres, pour qu'ils acceptent tous de travailler dur. Mais ensuite, ils le laissent tomber, raide mort.

C'est cette situation qui rend absolument nécessaire de changer le monde. Et de le changer ensemble. Ici, nous voulons abattre cette domination, mais nous manquons de forces qui se révoltent. Vous, vous en avez, mais votre principal adversaire n'est pas chez vous. Même si une révolte gagne dans un pays pauvre, si un dictateur est renversé, la bête qui vous égorge reste intacte dans sa tanière, dans le pays riche. Et elle finit par trouver une solution : un nouveau gouvernement qu'elle contrôle, en douce ou ouvertement, à nouveau avec son fric...

Alors on peut se demander si les travailleurs français voudront changer les choses. Vous devez vous poser la question, et nous aussi nous nous la posons. Eh bien, nous pensons qu'il y a deux catégories de travailleurs en France. Oui, il y en a une qui ne veut pas que les choses bougent. Ceux-là vivent un petit peu mieux que les autres ouvriers, et ils vivent mieux en partie grâce à l'argent qui vient de l'exploitation des pays pauvres. Mais il y a les autres. Il y a des travailleurs français qui vivent écrasés complètement. Et la plupart des jeunes se retrouvent et vont se retrouver dans cette catégorie.

Mais il y aussi le fait que, favorisé ou pas, aucun être humain ne peut vivre bien dans ce système. Quelle dignité pouvons-nous avoir en appartenant à un peuple qui en opprime d'autres ? Il se trouvera inévitablement des hommes et des femmes de toutes les couches de la population, pour comprendre et soutenir notre combat.

Vous, africains, immigrés, vous méprisez la façon de vivre en France : les gens sont froids, ne se parlent pas, ne sont pas solidaires. Vous avez raison, c'est une manière de vivre inhumaine. Mais ce n'est pas une tare européenne. C'est une tare du système économique. C'est le capitalisme qui pousse à l'individualisme.

Il y a cent ans, le système capitaliste existait déjà, mais ne s'occupait pas encore vraiment de l'Afrique, qu'il laissait aux colons et aux militaires. Il exploitait d'abord la population ici, avec les mêmes méthodes que vous pouvez connaître aujourd'hui dans vos pays, sans foi ni loi, au mépris de la vie.

Alors, il y a ici une histoire riche de la lutte des pauvres, des premiers ouvriers, des ouvriers européens, contre cette bête qu'est le capitalisme. Dans cette histoire, il y a de la solidarité, de la générosité. Quand les luttes reviennent un peu, comme en Décembre 1995, ces sentiments reviennent. mais c'est vrai que sinon, la vie normale ici est devenue inhumaine. Malgré le fric, et à cause du fric.

Voilà ce que nous pensons. Nous sommes persuadés que nos problèmes sont liés, et que nos solutions dépendront de notre capacité d'entraide, d'union, par-delà les frontières et les barrières qui nous séparent. Les patrons organisent le travail pour faire de l'argent, mais en même temps, ils organisent la division entre ceux qui travaillent.

Un premier pas, ce serait de nous connaître. Nous avons besoin de connaître vie, ici, et au pays. Nous en avons besoin parce que personne ne dit la vérité. La télé, la presse, sont des affaires de riches. Quant aux grand partis de gauche de ce pays, ils marchent dans la division, pays par pays, qui a été si nuisible. Ils espèrent encore améliorer le monde, alors que la vie montre qu'il va de plus en plus mal. Ils ont peur de le changer. ils représentent à notre avis l'intérêt des seuls ouvriers favorisés.

Nous avons à nous battre d'abord pour dire la vérité. Non, la France n'est pas une puissance respectable, non elle n'aide pas les pays pauvres, mais elle les enfonce. Non, tous les travailleurs ici ne sont pas d'accord avec cette politique. Nous avons besoin de connaître la vérité pour mieux en parler. Car il n'y a que la vérité qui touche. Et vous, camarades, vous détenez une partie de la vérité : vos salaires, vos conditions de travail, votre vie de travailleur ici, les pratiques des patrons dans vos pays, de votre Etat, des militaires français, etc.

Nous, la chose la plus précieuse que nous pouvons apporter, c'est la connaissance du fonctionnement de ce monde impérialiste. C'est comme connaître la mécanique ; cela se comprend, cela s'apprend. Le passé de ce pays, le passé du mouvement ouvrier, sont riches de nombreuses leçons, et certaines sont terribles. Il est de notre devoir de les offrir et les partager avec tous les peuples de la Terre.

Ensuite, chacun sera libre, s'il le décide, de se mettre à cette mécanique sociale, que nous pensons urgente et vitale. Ce que nous souhaitons de plus cher, c'est qu'ensemble, nous nous mettions à un combat commun et fraternel pour changer ce monde. Ce combat commun, c'est le vrai "Communisme". pas celui taché de sans et de folies qu'ont pratiqué des faussaires dans le passé, mais le Communisme de l'avenir. L'avenir ne peut être qu'une société humaine et fraternelle, bénéficiant des capacités techniques et des richesses, aujourd'hui accumulées dans quelques pays riches, dirigée par les travailleurs et eux seuls.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

Une action syndicale pour des idées d'avenir

*Section SUD RAIL du dépôt SNCF de P.S.O. et des annexes -
(février 2000)*

TOUS LES SYNDICATS SONT CRITIQUABLES

Non, la situation actuelle du syndicalisme n'est pas satisfaisante. Il y a d'abord cette concurrence entre boutiques différentes, avec des hauts et des bas, mais qui ne cesse jamais. Il y a ce décalage énorme entre ce qu'est le syndicat sur le terrain, et les directions aux mains de bureaucrates. Et même sur le terrain, il y a, partout où les syndicats sont anciens, un décalage entre le syndicat et la plupart des travailleurs. On ne parle même pas le même langage.

Il y a bien eu une période, au 19^{ème} siècle, où le syndicat était vraiment proche du monde du travail, où il était uni et unique, et vraiment démocratique. Mais alors, les patrons ne le toléraient pas, lui faisaient la guerre, l'interdisaient.

Si on ne peut pas rêver avoir un beau syndicat idéal, c'est du fait des patrons. C'est eux qui ont obligé les directions syndicales à une véritable vie commune avec eux : des milliers d'heures de discussion ensemble, des locaux et des autorisations de militer accordées par la direction, ce sont autant de moyens de pression, de chantage, de calculs.

POURQUOI VOTER TOUT DE MÊME

La direction nous donne le droit de voter une fois tous les deux ans. Ce droit, mieux vaut l'avoir que non. De même qu'il vaut mieux disposer de syndicat que pas du tout. Car il faut savoir que dans des milliers de boîtes du pays, nos camarades n'ont pas de syndicat. Que les travailleurs intérimaires n'ont quasiment pas de syndicat.

Chaque année, les patrons français licencient 15 000 syndicalistes de base, ou non syndiqués représentants leurs camarades de travail. Et là, le patron est roi. On y voit des conditions de travail odieuses. Le seul moyen de faire face, c'est de s'unir, s'organiser, recréer un syndicat.

NOTRE FORCE

Nous sommes contre l'idée que le délégué devienne un avocat, qu'ils apparaisse au-dessus du travailleur. Et encore plus qu'il lui en impose, sous prétexte qu'il serait plus compétent face à la direction.

La seule chose qui compte face au patron, c'est la force que nous avons ou pas créée entre nous, dans chaque équipe, chaque service, par nos liens, nos discussions, notre entente ; et ensuite avec les autres services. Cette unité-là, les patrons passent leur vie à y mettre des bâtons dans les roues, favorisant un peu certains, espérant qu'on se jalousera entre nous, pour mieux exploiter l'ensemble au final.

Mais il y a toujours moyen de trouver, de recréer une attitude commune, sans léser personne, et en cherchant à faire respecter tout le monde.

Les meilleurs délégués, nous pensons que c'est vous, c'est nous tous ensemble. Si vous êtes là face au patron, si vous lui dites avec vos mots ce que vous pensez, il n'y a que là qu'il se sent obligé de nous respecter collectivement. Au lieu de chercher le reste du temps à favoriser untel contre d'autres, et de faire la même chose entre syndicats.

NOS REVENDICATIONS

Nous reprochons aux grandes directions syndicales de ne pas mettre en avant un programme de revendications claires et unitaire. Elles se contentent d'attendre de voir venir les problèmes locaux, par secteur. Bien sûr qu'il faut lutter là-dessus, mais ces problèmes sont liés à une politique d'ensemble.

La moindre des choses aujourd'hui serait de dire et redire qu'on est pour que les directions embauchent, clairement, pour de bon. S'il y a 25% de chômeurs dans une région, eh bien revendi-quons 25% d'embauches. Il faudrait mettre ce point dans toutes les luttes. Et en profiter pour préparer un grand mouvement général là-dessus.

Les directions syndicales nous enferment par entreprise. Jamais un tract pour informer des luttes, des problèmes des autres, jamais de geste de solidarité. Pas étonnant ensuite que le jour où on lutte, nous nous retrouvions seuls aussi. Elles signent avec les patrons et le gouvernement des textes (comme celui des 35 heures) qui sont des reculs, qui permettent aux patrons de nous utiliser et d'abuser de nous plus qu'avant quand ça les chante.

Mais nous faisons confiance aux capacités des travailleurs eux-mêmes. On a vu en 1987 que nous pouvions nous organiser nous-mêmes au niveau le plus large, par exemple. L'essentiel est que nous fassions circuler entre nous, à la base, les idées justes.

L'EDUCATION POPULAIRE ET OUVRIERE

Dans la section Sud-rail du Dépôt, nous avons mis l'accent sur l'éducation ouvrière. Pour nous le syndicat n'est pas là pour exister à tout jamais. Et les délégués n'ont pas pour but d'être élus et réélus, ou de faire que leur syndicat soit le plus fort.

Notre problème, notre problème à tous, camarades, c'est que le monde ouvrier devienne plus fort. C'est possible, mais on ne peut en être persuadé, et voir comment on peut y arriver qu'avec un peu d'étude.

Oui, n'ayons pas peur des mots. On étudie bien pour le patron, en espérant réussir à s'en sortir un peu, se qualifier dans le boulot. On peut se qualifier aussi pour pouvoir, chacun, apporter ce que l'on a de mieux au service de la collectivité.

Rien qu'au dépôt, il y a une riche histoire qui mériterait autant d'être écrite, étudiée, que celle des guerres inutiles et stupides dont nous inonde la presse, les bouquins. L'étude nous apprend qu'il n'est pas vrai qu'il y a toujours eu des riches et des pauvres. Pas vrai que les choses sont immuables. Pas vrai que le monde actuel est une fatalité.

Non seulement, il y a toute une vie et toute une histoire du peuple et de ses luttes qui nous est cachée. Mais nous avons aussi une théorie, exactement comme il y en a une en électricité ou en mécanique.

CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

Des camarades pensent souvent qu'il vaut mieux ne s'occuper que de nos affaires. Mais quand on analyse le fonctionnement de la société, on s'aperçoit que ce n'est pas vrai. Les luttes isolées peuvent permettre de se conserver son petit château fort, oui. Mais ce monde est implacable. Et le château fort, s'il se retrouve seul, ne sera plus qu'un château de sable que la vague devenue plus forte va démolir.

Les injustices, les difficultés à vivre que nous avons au travail, sont directement liées à celles que nous avons dans notre vie quotidienne. La société est un tout. Et c'est cette même société qui fabrique et se nourrit de la misère, des famines, de la surexploitation des enfants aux quatre coins du globe.

C'est pourquoi notre combat, notre idéal, va avec l'idée qu'il faudra que les choses changent aussi pour tous les opprimés, partout. Et tous les opprimés, travailleurs de tous pays, chômeurs, sont nos alliés.